

**Projet de Fin d'Etudes**

***La prise en compte du  
développement durable dans les  
stratégies régionales***

***Analyse comparée des SRADDT et CPER de trois  
Régions Françaises***



**2009-2010**

**de BODIN de SAINT LAURENT**

**Benjamin**

**Directeur de recherche  
M. Jean-Paul CARRIERE**



# Avertissement

---

Cette recherche a fait appel à des lectures, enquêtes et interviews. Tout emprunt à des contenus d'interviews, des écrits autres que strictement personnels, toute reproduction et citation, font systématiquement l'objet d'un référencement.

L'auteur (les auteurs) de cette recherche a (ont) signé une attestation sur l'honneur de non plagiat.

# Formation par la recherche et projet de fin d'études

---

La formation au génie de l'aménagement, assurée par le département aménagement de l'Ecole Polytechnique de l'Université de Tours, associe dans le champ de l'urbanisme et de l'aménagement, l'acquisition de connaissances fondamentales, l'acquisition de techniques et de savoir faire, la formation à la pratique professionnelle et la formation par la recherche. Cette dernière ne vise pas à former les seuls futurs élèves désireux de prolonger leur formation par les études doctorales, mais tout en ouvrant à cette voie, elle vise tout d'abord à favoriser la capacité des futurs ingénieurs à :

- Accroître leurs compétences en matière de pratique professionnelle par la mobilisation de connaissances et techniques, dont les fondements et contenus ont été explorés le plus finement possible afin d'en assurer une bonne maîtrise intellectuelle et pratique,
- Accroître la capacité des ingénieurs en génie de l'aménagement à innover tant en matière de méthodes que d'outils, mobilisables pour affronter et résoudre les problèmes complexes posés par l'organisation et la gestion des espaces.

La formation par la recherche inclut un exercice individuel de recherche, le projet de fin d'études (P.F.E.), situé en dernière année de formation des élèves ingénieurs. Cet exercice correspond à un stage d'une durée minimum de trois mois, en laboratoire de recherche, principalement au sein de l'équipe Ingénierie du Projet d'Aménagement, Paysage et Environnement de l'UMR 6173 CITERES à laquelle appartiennent les enseignants-chercheurs du département aménagement.

Le travail de recherche, dont l'objectif de base est d'acquérir une compétence méthodologique en matière de recherche, doit répondre à l'un des deux grands objectifs :

- Développer tout une partie d'une méthode ou d'un outil nouveau permettant le traitement innovant d'un problème d'aménagement
- Approfondir les connaissances de base pour mieux affronter une question complexe en matière d'aménagement.

# Remerciements

---

Je tiens à remercier ici l'ensemble des personnes qui m'ont aidé et soutenu durant l'élaboration de ce travail de recherche et spécialement :

M. Jean-Paul CARRIERE, professeur d'aménagement de l'espace et urbanisme à l'Université de Tours (département aménagement de Polytech'Tours), tuteur de ce projet, pour son écoute et ses précieux conseils.

# Sommaire

---

Remerciements .....	4
Sommaire .....	5
Introduction .....	6
1 <sup>ère</sup> partie : Elaboration d'un référentiel d'évaluation adapté .....	11
1. Développement durable et évaluation .....	12
11. De la complexité d'évaluer le développement durable.....	12
12. Quelques éléments indispensables à la démarche d'évaluation de développement durable.....	14
2. Adaptation au contexte des stratégies régionales : éléments de méthode .....	17
21. Quels objectifs de développement durable retenus ?.....	17
22. Principes généraux.....	25
23. Résultats .....	27
2 <sup>de</sup> partie : Mise en œuvre des stratégies régionales en matière de développement durable.....	38
1. Le SRADDT ou l'affichage d'un développement socio-centré. ....	39
11. Mise en évidence d'un profil de développement durable commun .....	39
12. Les grandes thématiques évoquées.....	41
2. La contractualisation : quelle mise en œuvre des stratégies régionales ?.....	44
21. Le décalage des profils de développement durable .....	44
22. Le CPER comme outil de mise œuvre du développement économique.....	48
3. Une mise en œuvre partielle des principes du développement durable.....	50
Conclusion.....	51
Bibliographie.....	53
Tables des figures.....	55
Table des tableaux .....	56
Table des matières.....	57
Annexes.....	59

# Introduction

---

Ce travail de recherche étudie la prise en compte du développement durable dans les stratégies régionales en France. Cette introduction a pour objectif dans un premier temps de revenir sur l'émergence de ce concept de durabilité et sur sa prise en compte dans le contexte français et plus particulièrement au niveau régional. Dans un second temps, elle présentera le cheminement vers la problématique et l'hypothèse de recherche de cette étude.

Dès les années soixante, la question de la protection de la nature et des conséquences du développement, tel qu'il était alors conçu, sur l'environnement, a été soulevée, notamment par le mouvement écologiste. La préservation de l'environnement devient alors un champ d'action publique à part entière, et n'est plus seulement le fruit de politiques sectorielles « *ayant pour objet la lutte contre des pollutions localisées dans le temps et l'espace* »<sup>1</sup>. De plus, les premiers liens entre les aspects sociaux, économiques et environnementaux sont établis.

Malgré cette prise de conscience, le conflit entre les intérêts « du développement » et les intérêts « environnementaux » était présenté comme impossible à résoudre, notamment par les membres du Club de Rome, partisan de la *croissance 0*<sup>2</sup> comme meilleur moyen de préservation de l'environnement.

Il faudra attendre les années soixante-dix et la conférence de Stockholm pour reconnaître la possibilité de faire coexister les deux enjeux, mais à la condition d'établir un nouveau modèle de développement, en rupture avec le modèle précédent. C'est cette démarche qui intègre les problématiques environnementales, économiques et sociales qui porte aujourd'hui le nom de développement durable, terme apparu à la fin des années quatre-vingt, notamment dans le rapport Brundtland puis repris lors du sommet de la Terre à Rio en 1992 et fortement médiatisé depuis.

Si le concept de développement durable est relativement bien délimité, on en compte néanmoins plus de soixante-six définitions différentes qui ont toutes le point commun de relier étroitement développement et environnement en reconnaissant les interactions entre les deux. Cette multitude d'interprétations laisse apparaître trois grandes tendances sur les moyens de parvenir à ce nouveau modèle de développement.

- La vision économiciste qui prône la création d'un marché des biens environnementaux pour résoudre les problèmes qui sont liés à ce domaine. Elle se base sur deux hypothèses fortes : la capacité du progrès technique à

---

<sup>1</sup> Aknin A et al. (2002) cité par K. Gonçalves de Freitas (2008, p151)

<sup>2</sup> La théorie de la croissance 0 a été exposée par le Club de Rome dans le rapport Meadows (1972). La conclusion principale de ce rapport était que « pour assurer la stabilité économique et éviter que la crise environnementale débouche sur une situation catastrophique à l'échelle mondiale, la seule alternative serait la « croissance zéro », c'est-à-dire l'arrêt immédiat de la croissance économique et la limitation de la croissance démographique et de la pollution. » K. Gonçalves de Freitas, (2008, p 155)

remplacer les ressources limitées et la possibilité de substitution illimité entre capital naturel et capital reproductible.

- La vision conservationniste (ou Deep Ecology) : qui place la nature au dessus de tout (on y retrouve les théories de *croissance 0* et d'*état stationnaire*)
- La vision socio-environnementale qui reconnaît l'évolution simultanée et liée de l'économie, du bien être humain et de l'environnement.

En France, c'est la dernière vision qui est la plus partagée et qui a été adoptée par l'Etat et les collectivités locales comme base pour la prise en compte du développement durable dans les politiques publiques. Deux définitions peuvent la synthétiser :

*« Le développement durable est une amélioration des conditions de vie des communautés humaines qui respecte les limites de la capacité de charge des écosystèmes »<sup>3</sup>*

*« Un développement qui répond au besoin du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs »<sup>4</sup>*

Cette dernière définition est la plus connue et la plus utilisée pour et par le grand public. C'est également celle qui est citée par le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable, notamment sur son site internet; c'est donc celle qui servira de base pour comprendre la vision de la durabilité défendue par l'Etat en France. Le développement durable se caractérise comme un modèle dont la mise en œuvre ne saurait se faire à travers une loi unique. C'est en fait un véritable principe d'action, qui doit être applicable à toutes les actions publiques et déclinable à toutes les échelles. Au niveau national, l'Etat s'est doté en 2002 d'une Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD) qui définit les grands principes et objectifs de mise en œuvre du développement durable sur le territoire Français.

Avec les lois de décentralisation de 1982 et l'émergence des Régions en tant que collectivités territoriales, la Région est devenue l'échelon de référence de la planification stratégique pour les politiques de développement spatial (qu'elles soient françaises ou européennes) et s'est vue confier des compétences spécifiques<sup>5</sup> parmi lesquelles :

- Le développement économique : la Région coordonne sur son territoire les actions de développement économique des collectivités territoriales et de leurs groupement » Pour cela, elle doit définir le régime des aides économiques aux entreprises et décider de leur octroi ainsi qu'élaborer un schéma régional de développement économique (SRDE)
- L'aménagement du territoire : Cette compétence assure à la Région d'être consultée lors de la détermination de la politique nationale d'aménagement et de développement durable. Les régions doivent également élaborer un Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire (qui

---

<sup>3</sup> UIPC : Union internationale pour la protection de la nature (1991)

<sup>4</sup> Définition proposée en 1987 par la Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement (CMED) dans le rapport Notre Avenir à Tous dit « rapport Brundtland », du nom de la ministre norvégienne de l'environnement qui présidait la CMED.

<sup>5</sup> Ces dernières ont été reconfirmées ou modifiées pour la dernière fois par la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales.



intègre le schéma régional des transports, SRT). Enfin les régions sont tenues de signer un contrat de projet Etat-Région (CPER).

Une telle définition de ses compétences confère à la Région une position qui lui permet de mettre en œuvre les principes du développement (durable) sur son territoire, en respect bien sûr, des autres niveaux de collectivités locales.

Les grands objectifs stratégiques des Régions en termes d'aménagement et de développement durable sont formalisés dans les Schémas Régionaux d'Aménagement et de Développement Durable (SRADDT). Ce document possède une portée prospective et présente une vision future du territoire en intégrant la notion de durabilité. Ce document se décompose en trois grandes parties : un diagnostic prospectif à moyen terme, une charte qui comprend les orientations stratégiques que veut mettre en œuvre la Région et des documents cartographiques qui permettent de localiser les grands enjeux. Les SRADDT ne possèdent en revanche aucune portée juridique et ne sont donc pas opposables ce qui réduit énormément leur valeur. En effets les grandes lignes de la politique régionale exprimée dans ces documents risquent ainsi de rester à l'état d'objectifs généraux sans avoir de concrétisation réelle. Cette limite peut, en partie, expliquer le fait que ces documents soient assez peu connus et que certaines régions aient tardé à formaliser leur stratégie dans un SRADDT. L'agenda 21 régional peut également être un outil de planification stratégique qui prend en compte le développement durable. Si certaines régions choisissent de se doter des deux

documents, d'autres préfèrent n'en élaborer qu'un seul avançant l'inutilité d'avoir deux outils quasiment identiques et qui visent le même but. On note toutefois une généralisation progressive de l'élaboration des SRADDT en France.

L'absence d'opposabilité des SRADDT pose immédiatement la question de leur application. En effet, de quels outils disposent les Régions pour mettre en œuvre les grandes orientations énoncées dans leur document stratégique ? Au vu des montants engagés dans les Contrats de Projets Etat-Régions (CPER), jusqu'à 39%<sup>6</sup> du budget annuel pour la Région Nord Pas-de-Calais par exemple, cet outil contractuel<sup>7</sup> devrait permettre au travers de la réalisation des grands projets de transformer en actions concrètes les objectifs stratégiques régionaux.

<sup>6</sup> Chiffre calculé à partir du montant investi dans le CPER 2007-2013 par la région Nord Pas-de-Calais ramené à une année et comparé à la section investissement du budget primitif 2010. Un calcul similaire donne un résultat de 20% pour la Région Aquitaine.

<sup>7</sup> Voir encadré suivant.

	Existence d'un SRADDT
Alsace	Non
Aquitaine	2006
Auvergne	en cours
Bourgogne	1999
Basse Normandie	2007
Bretagne	en cours
Centre	en cours
Corse	2008
Franche Comté	2007
Haute Normandie	2006
Ile de France	2007
Languedoc Roussillon	1999
Limousin	2009
Lorraine	en cours
Midi Pyrénées	en cours
Nord Pas de Calais	2006
Pays de la Loire	2008
Picardie	2009
Poitou-Charentes	en cours
PACA	2006
Rhone Alpes	en cours

**Tableau 1 : Date d'adoption d'un SRADDT par Région**

Source : CESR Centre et mise à jour personnelle.

### *Encadré 1*

#### **Les CPER**

Les contrats de projets Etat-Région, anciennement contrats de plans Etat-Région sont des documents dans lesquels l'Etat et le Conseil Régional s'accordent sur le financement pluriannuel d'un certain nombre de grands projets, tels que les projets d'infrastructures. Ils sont actuellement d'une durée de sept ans pour correspondre au calendrier des fonds structurels et élaborés pour l'ensemble des régions françaises en même temps. C'est aujourd'hui la cinquième génération (2007-2013) de CPER qui est en place.

A l'origine, le CPER devait garantir la cohérence entre le plan national et le plan de région, cependant, face à l'importance des montants engagés, ce sont les CPER qui dictaient le contenu des plans de régions d'où l'abandon de ces derniers au cours des années 90. Le contenu de la cinquième génération de CPER est restreint aux trois axes suivants :

- Compétitivité et attractivité du territoire
- Promotion du développement durable
- Cohésion sociale et territoriale

Une autre innovation, qui date de la génération précédente (2000-2006), est l'apparition d'un volet territorial dans les CPER. Cette section concerne les projets qui s'inscrivent dans des démarches territoriales infrarégionales et qui relèvent d'une des six thématiques suivantes : développement durable, développement numérique, changement climatique, ressources en eau, prévention des risques naturels, services à la personne.

Le CPER doit permettre la réalisation des objectifs convergents de l'Etat et de la Région sur le territoire régional. L'intervention d'un nouveau partenaire sur le périmètre d'action du Conseil Régional doit nécessairement conduire à un compromis dans la réalisation des projets communs. La problématique de ce travail de recherche s'intéresse à la nature de ce compromis et cherche plus précisément à identifier les axes stratégiques que le CPER permet d'appliquer en matière de développement durable. D'une façon plus générale, ce PFE s'intéresse au poids des normes étatiques dans la mise en œuvre des stratégies de développement régional en matière de développement durable.

La problématique sera donc formulée comme suit :

Quelle part de la stratégie régionale de développement durable est mise en application lors de la contractualisation avec l'Etat ?

Avec pour hypothèse principale :

Le Contrat de Projet Etat-Région ne permet qu'une mise en œuvre partielle des objectifs de développement durables établis dans les stratégies régionales.

Pour répondre à cette question, la méthode va consister à identifier pour le SRADDT puis pour le CPER les grands principes du développement durable que chacun de ces deux documents met en avant. Pour cela il faudra d'abord procéder à la mise en place d'un outil d'évaluation commun aux deux documents. En effet, dans l'objectif de mesurer les similitudes entre les deux documents, les résultats issus de leur analyse doivent être comparables. Enfin, dans un second temps ces résultats pourront être comparés afin d'évaluer le degré de prise en compte des orientations régionales en matière de développement durable lors de la contractualisation.

L'étude portera sur l'analyse du SRADDT et du CPER pour trois Régions françaises, l'Aquitaine, le Nord Pas-de-Calais et la Haute Normandie. Le choix s'est dirigé vers ces trois exemples car, dans le but de voir l'influence de la stratégie régionale sur la nature des projets portés par le CPER, il était plus opportun que les SRADDT soient antérieurs à la contractualisation avec l'Etat. Cette restriction permettra d'avoir des résultats plus cohérents ; cependant, le nombre réduit de cas étudié (trois Régions sur vingt-deux) ne permettra pas de généraliser les conclusions à l'ensemble du territoire Français.

La première partie de ce rapport va présenter l'élaboration du référentiel d'évaluation commun qui servira à l'analyse des SRADDT et CPER. Elle précisera les critères et les modalités de comparaison retenus ainsi que les résultats obtenus pour chacun des documents du territoire d'étude. C'est dans la seconde partie que sera effectuée la comparaison entre les deux documents et que sera formulée la réponse à la problématique.

# **1<sup>ère</sup> partie : Elaboration d'un référentiel d'évaluation adapté**

---

Pour répondre à la question de la mise en œuvre des principes de développement durable, il faut d'abord s'intéresser à la démarche d'évaluation et à son application dans ce champ particulier. Cette partie va présenter à la fois des éléments théoriques sur l'évaluation du développement durable et le cheminement qui a permis de fixer la méthode d'évaluation retenue pour répondre à la problématique ainsi que les résultats obtenus à l'issue de son application aux régions Aquitaine, Haute-Normandie et Nord Pas-de-Calais.

# 1. Développement durable et évaluation

---

## 11. De la complexité d'évaluer le développement durable

La question de l'évaluation du développement durable est au centre des débats depuis l'apparition du concept dans les politiques publiques. C'est en effet un élément indispensable de sa mise en application. Cependant, la difficulté de mesurer les évolutions liées à ce nouveau modèle de développement est assez rapidement apparue. Comment mesurer les apports du développement durable, par nature qualitatifs ?

### a) Quelques éléments sur l'évaluation des politiques publiques

Il convient d'abord de préciser quelques éléments concernant le principe d'évaluation. L'évaluation d'une politique a pour but de vérifier la concordance entre les objectifs affichés et les résultats obtenus. Dans le cas de cette recherche, il s'agira donc de vérifier la cohérence entre les axes stratégiques mis en avant dans les SRADDT et les objectifs du développement durable d'une part et entre ces mêmes objectifs et les projets issus des CPER d'autre part. Il faudra donc établir clairement au préalable les objectifs du développement durable considérés.

Les modalités d'évaluation doivent être définies en amont dans le double but de conserver le maximum d'objectivité et de s'inscrire dans une optique d'amélioration continue. En effet, l'évaluation ne doit pas être une fin en soi mais doit permettre de réadapter certains éléments au cours même de la mise en place du projet ou de préparer les programmes suivants. Cela est d'autant plus vrai dans le cadre d'une politique publique qui s'étale sur plusieurs années pendant lesquelles les résultats de l'évaluation peuvent permettre des réajustements. L'une des difficultés est alors, comme le souligne Eric Plottu<sup>8</sup>, d'articuler les différentes échelles temporelles. Si la mise en place d'une action se fait sur du court terme, les impacts que l'évaluation doit mesurer peuvent en revanche n'apparaître que sur le long terme. « *Dans le cas de l'environnement et du développement durable où l'appréciation des résultats et des impacts ne se conçoit que sur le long terme, les évaluations menées ne peuvent identifier que des résultats et des impacts prévisionnels ou partiels.* »<sup>9</sup>

L'évaluation est maintenant prévue dès l'élaboration des politiques publiques. Dans les trois SRADDT étudiés (Aquitaine, Haute Normandie et Nord Pas-de-Calais) cette évaluation n'est cependant pas explicitée de façon claire. L'organe qui en sera responsable est brièvement ébauché mais les indicateurs qui seront utilisés ne sont pas détaillés. Comme la mise en place des structures d'évaluation est assurée par les Régions, il n'y a pas de composition normative de ces dernières et par conséquent, les critères d'évaluation d'un même document pourront différer d'un territoire à l'autre. Pour les CPER, l'évaluation et le suivi sont confiés à la Délégation Interministérielle à l'Aménagement et à la Compétitivité des Territoires (DIACT). Les contrats de projets auront donc une base commune d'évaluation qui portera sur le degré de réalisation des projets.

---

<sup>8</sup> Eric Plottu est économiste au service évaluation (Direction Exécutive de la Stratégie et de la Recherche) de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME)

<sup>9</sup> E. Plottu (2007)

Les outils d'évaluation ont donc le double objectif de vérifier la concrétisation des programmes (politiques ou actions) et d'être un outil d'aide à la décision, de questionnement et d'analyse.

## b) Obstacles aux démarches d'évaluation de développement durable.

Un grand nombre de démarches ont été mises en place, à toutes les échelles (de l'ONU aux collectivités territoriales en passant par l'Union Européenne et le niveau national), pour définir des indicateurs de développement durable (IDD). Ces systèmes d'indicateurs, qui visent tous à évaluer la prise en compte et la mise en application des principes de développement durable, sont souvent plus appropriés pour une échelle précise, pour une structure donnée ou pour un type de document particulier et peu adaptables à d'autres types d'objets. On note de plus que beaucoup de démarches visent à mesurer la prise en compte de l'environnement et non du développement durable dans son intégralité, puisque les dimensions sociales et économiques sont alors occultées.

La première difficulté mise en avant dans la définition d'une démarche d'évaluation du développement durable vient de la nature transversale de ce dernier. En effet, la multiplicité des thématiques recouvertes par le développement durable (de la mixité sociale aux performances énergétiques) rend complexe l'obtention d'une vision globale de la durabilité d'un programme. A cause de cette transversalité, l'évaluation se fonde trop souvent, selon l'IFEN, sur « *la juxtaposition des trois dimensions du développement durable sans que des liens particuliers entre elles soient mis en valeur* ». <sup>10</sup> Une telle approche ne peut pas rendre réellement compte de la durabilité d'un programme puisqu'elle occulterait ce qui fait précisément la force du concept de développement durable. Cet aspect conduit à une deuxième difficulté, d'ordre plus organisationnelle. Une telle transversalité suppose en effet le travail en commun de plusieurs services aux compétences diverses d'une même institution voir de plusieurs organismes. Cette indispensable coopération reste délicate à mettre effectivement en œuvre à cause des divergences d'objectifs et de méthodes entre les acteurs. La diversité des définitions évoquée dans l'introduction, qui révèle finalement l'absence d'une base commune de critères ou d'objectifs de développement durable, conduit à l'existence d'une multiplicité d'évaluations. Ce phénomène est amplifié par la relative nouveauté d'une culture de l'évaluation en France et le peu de circulation et de mise en commun de la connaissance en matière d'évaluation de la durabilité. On remarque que les systèmes d'indicateurs qui sont mis au point lors de la réalisation d'un programme précis sont très souvent utilisés de manière ponctuelle et peu réutilisés même dans des situations similaires à celles pour lesquels ils ont été élaborés. Enfin, il faut rappeler la difficulté de faire coïncider le temps de l'évaluation et celui de la décision <sup>11</sup>.

La mesure de la prise en compte du développement durable va donc être confrontée à la fois aux difficultés liées à l'action même d'évaluation mais aussi à celles qui découlent de la nature et des spécificités du concept de développement durable.

---

<sup>10</sup> IFEN, (2001, p5)

<sup>11</sup> Voir 11.a), ci-dessus.

## 12. Quelques éléments indispensables à la démarche d'évaluation de développement durable.

Différentes méthodes d'évaluations ont été étudiées parmi lesquelles les critères définis et utilisés par J. Rochmann dans le cadre de sa thèse, la grille de lecture d'un projet de développement durable du ministère de l'écologie (version de 2008-2009) et la méthode RST<sub>02</sub><sup>12</sup>.

### a) La prise en compte de la transversalité

La transversalité est un des enjeux principaux dans les démarches de développement durable, pourtant on compte encore de nombreuses actions qui se veulent être le fruit du DD mais qui ne relèvent que d'une dimension, et même parfois au détriment des autres. Une démarche ne saurait être considérée comme réellement durable si elle agit exclusivement séparément dans chacune des dimensions du DD. Différentes voies peuvent être envisagées pour prendre en compte cette transversalité. Pour J. Rochmann, elle se traduit par l'inclusion de la dimension sociale dans l'ensemble des critères utilisés. *« Parmi ces critères, nous n'avons pas considéré séparément la dimension sociale, nous l'avons au contraire considéré conjointement aux différentes dimensions économique, culturelle, politique et environnementale<sup>13</sup>, desquelles elle nous paraît indissociable. »<sup>14</sup>* Dans la grille de lecture d'un projet de développement durable du ministère de l'écologie, la transversalité est soumise à une simple appréciation de l'utilisateur. Dans la méthode RST, en plus de l'analyse de critères sociaux, économiques et environnementaux, trois dimensions supplémentaires sont définies afin de rendre compte des interactions entre les trois dimensions. Ces nouvelles dimensions sont appelées interfaces et se situent au croisement de deux des piliers classiques du développement durable. L'interface équitable entre le social et l'économie, l'interface viable entre l'économie et l'environnemental et l'interface vivable entre l'environnemental et le social. Cette dernière approche semble la plus opportune dans le cadre de la problématique car elle offre une vision qui met en avant les liaisons entre les dimensions tout en restant calquée sur le modèle de représentation de la durabilité des institutions rédactrices des documents étudiés.<sup>15</sup>

### b) La limitation de la subjectivité

Dans toutes les démarches étudiées, les résultats dépendent inévitablement de l'appréciation du responsable de l'évaluation. Ce phénomène est plus ou moins marqué selon les méthodes. En effet, une grille d'évaluation qui comporte essentiellement des

---

<sup>12</sup> La grille RST02 est un outil élaboré par le Réseau Scientifique et Technique. C'est une grille d'analyse multicritères pour mesurer la durabilité dans un projet. Chaque critère s'y voit attribuer une note en fonction de son intégration dans le projet dans le but de donner une note globale de durabilité à un programme.

<sup>13</sup> Ces cinq dimensions du développement durable (sociale, environnementale, économique, culturelle et politique) sont celles définies par I. Sachs.

<sup>14</sup> J. Rochmann (2008, p381)

<sup>15</sup> A. Boutaud (2005) montre que les approches de la durabilité dans les politiques publiques en France font plus références aux trois dimensions traditionnelles à savoir sociale, économique et environnementale. Utiliser une méthode basée sur une définition qui inclurait d'autres dimensions (comme celles d'I. Sachs) semble alors moins opportun.

questions ouvertes laissera plus de liberté de nuance et d'interprétation dans la réponse à l'inverse de questions fermées qui donneront une vision plus précise au risque d'être plus restreinte.

Cette subjectivité est en fait inhérente à beaucoup de processus d'évaluation mais sans doute beaucoup plus présente dans le cadre de concept abstrait comme celui du développement durable. En effet, il est très difficile de définir des seuils qui permettraient une mesure quantitative de la durabilité, spécialement dans le cadre de l'étude de documents stratégiques (SRADDT). L'évaluation reste donc qualitative et par conséquent laisse plus de part à la subjectivité. Face à ce constat, le Réseau Scientifique Français (RST) soumet quelques précautions d'emploi de sa grille d'évaluation, qui peuvent être élargie de manière plus large aux démarches d'évaluation du développement durable. « *La meilleure efficacité de la grille ne saurait être obtenue par une seule personne cantonnée dans son bureau, mais doit être recherchée au sein d'un groupe élargi réunissant des compétences et des sensibilités différentes. Elle doit être utilisée de manière collégiale par une équipe-projet.* »<sup>16</sup> Devant l'impossibilité de constituer un tel groupe pour ce travail, une attention particulière devra être apportée aux jugements portés lors de l'étude des documents.

### c) La possibilité de comparaison

Pour répondre à la problématique, il est nécessaire d'obtenir des résultats comparables entre les SRADDT et les CPER. L'une des solutions les plus simples est d'attribuer une sorte de « note de durabilité » à chacun des deux documents afin de procéder ensuite à la comparaison. Pourtant, comme indiqué dans le paragraphe précédent, il n'est pas aisé de déterminer des seuils pour évaluer un concept aussi abstrait que celui de la durabilité. Néanmoins certaines méthodes procèdent de cette façon en définissant une échelle de notation. C'est le cas de la méthode RST<sub>02</sub> qui attribue pour chaque critère étudié, une note entre -3 et 3 qui reflète le niveau d'intégration du critère dans le projet. L'attribution de cette note renvoie cependant au point précédent, à savoir qu'elle est l'expression de la subjectivité de l'utilisateur et doit donc être solidement argumentée.

Face à cette difficulté, il a été établi dans le cadre de cette recherche un degré d'intégration relatif qui servira comme base de comparaison entre le SRADDT et le CPER. Cette degré d'intégration est dit « relatif » car il ne témoignera plus du fait que tel ou tel objectif est bien intégré dans le programme mais il révélera s'il est plus ou moins intégré que les autres objectifs. Ainsi, il sera possible de repérer quels éléments sont mis en avant par rapport aux autres au sein des SRADDT puis des CPER. La comparaison ne portera alors plus sur le caractère durable de chaque document mais sur la façon dont ils tiennent compte des différentes composantes du développement durable les uns par rapport aux autres. L'obtention de ce degré d'intégration relatif sera détaillée plus loin dans le rapport.<sup>17</sup>

---

<sup>16</sup> Certu, (2006, p23)

<sup>17</sup> Cf. §22.b



### **Synthèse**

La mesure du développement durable se heurte à la fois aux difficultés liées à l'action d'évaluation et à celles qui découlent de la nature même du concept telle que la multiplicité de ses interprétations ou la transversalité.

La démarche qui sera entreprise ici tiendra compte de la transversalité en se basant sur la même approche que celle de la méthode RST<sub>02</sub>, à savoir l'utilisation des trois dimensions traditionnelles du développement durable (social, environnemental et économique) et des trois interfaces (viable, vivable et équitable). La comparaison se fera sur la base d'une « note de durabilité » (degré d'intégration relatif). Enfin, d'une manière générale, il conviendra de garder à l'esprit les risques liés à la subjectivité inévitable dans le processus d'évaluation du développement durable.

## 2. Adaptation au contexte des stratégies régionales : éléments de méthode

---

L'étude de différentes méthodes existantes d'évaluation a mis en lumière la difficulté d'élaborer un système complet d'indicateurs cohérents qui permettent une vision globale et pertinente de la prise en compte du développement durable. A partir de ce constat, il est totalement exclu d'entreprendre une telle démarche dans le cadre de ce travail. Il s'agira donc d'adapter une méthode déjà existante au contexte particulier des stratégies régionales. Le choix s'est porté sur la grille RST<sub>02</sub> car comme mentionné dans la partie précédente elle possédait des avantages qui faciliteraient son adaptation. Elle présente en effet une approche transversale et assez complète et permet la comparaison grâce au système de notation. Cependant, il est apparu très rapidement que le procédé de notation absolu était trop difficile à utiliser car il impliquait d'arriver à juger pour chaque critère son degré d'intégration dans le projet. Pour pallier cette difficulté, il a été choisi d'utiliser un autre système de notation, le degré d'intégration relatif, suffisant pour effectuer la comparaison qui est ici l'objectif premier. Ainsi, la note obtenue n'exprimera plus la durabilité du programme mais indiquera seulement quels objectifs du développement durables sont mis en avant par rapports aux autres (ce point sera développé un peu plus loin dans le propos). En revanche, la liste de critères de la grille RST<sub>02</sub> sera largement utilisée pour définir quels objectifs du développement durable sont mis en avant dans les stratégies régionales puis dans les CPER.

### 21. Quels objectifs de développement durable retenus ?

La grille RST<sub>02</sub> est composée de vingt-neuf critères à passer en revue et à évaluer, quatre par dimension ou interface sauf pour la gouvernance qui en comprend cinq. Ces critères vont être transposés en objectifs de développement durable. Le but de l'évaluation des SRADDT et des CPER sera alors de mesurer la coïncidence entre les axes stratégiques et projets et ces objectifs. La présente partie va présenter, par dimensions ou interface, les différents objectifs du développement durables qui seront retenus dans cette étude. Ils ont été établis grâce aux définitions de la grille RST<sub>02</sub><sup>18</sup> et à celles issues du Glossaire des concepts liés au développement durable du Certu publié en 2001.

#### a) Dimension sociale

*« La poursuite du développement soutenable exige un système social capable de trouver des solutions aux tensions nées d'un développement déséquilibré »<sup>19</sup>*

Bien que souvent délaissée au profit des dimensions économiques et environnementales, la dimension sociale n'en reste pas moins l'un des trois piliers du développement durable. Sa prise en compte doit conduire à une augmentation du lien social dont la perte *« entraîne des problèmes liés au processus de ségrégation (séparation, exclusion, désolidarisation), à la désintégration des valeurs citoyennes (incivilités, violence) et à la sécession urbaine (quartiers en déclin). »*<sup>20</sup> Quatre objectifs

---

<sup>18</sup> Certu, guide d'utilisation de la méthode RST02,

<sup>19</sup> CMED, Notre avenir à tous, (1987)

<sup>20</sup> Certu, (2001, p16)

seront retenus pour l'évaluation de la dimension sociale des SRADDT et des CPER. Ils correspondent strictement aux critères énoncés par le RST dans sa grille de lecture.

- Liens sociaux (2.1)<sup>21</sup> : L'augmentation du lien social s'exprime d'abord grâce au renforcement des liens entre les habitants via la mise en place d'actions collectives ou la prise en compte des particularités sociales dans la conception du programme. Ce dernier doit également favoriser l'intégration sociale, lutter contre l'exclusion et le repli communautaire. Enfin, un troisième aspect de cet objectif est de favoriser l'émergence de démarches citoyennes et de permettre l'implication et l'appropriation par les citoyens.
- Solidarité (2.2) : L'objectif de solidarité vise à la fois à renforcer la cohésion sociale (en favorisant l'accès à l'emploi, au logement...) et la cohésion territoriale. Dans le cas des SRADDT et CPER, il s'agira principalement de résorber les déséquilibres infra-territoriaux. Les orientations stratégiques destinées à l'aide de certains publics tels que la limitation des inconvénients dus aux handicaps ou à l'âge relèveront également de cet objectif.
- Identité culturelle (2.3) : Cet objectif repose à la fois sur la prise en compte des modes de vie, des minorités et de leurs spécificité ainsi que de l'ancrage du projet dans la culture locale et de la valorisation paysagère et du patrimoine culturel au sens large. Dans le cas de notre étude, ce sont essentiellement des actions qui conduisent à l'affirmation d'une identité commune (valorisation des particularismes locaux tels que les langues régionales) et à la promotion et diffusion de la culture (politiques de musées...) qui seront répertoriées comme contribuant à cet objectif.
- Impact social (2.4) : Ce quatrième et dernier objectif sera retenu si l'orientation ou le projet étudié contribue à améliorer le « vivre ensemble » et la mixité sociale (lutte contre les phénomènes de ségrégation). Il sera également mobilisé pour rendre compte d'une volonté d'amélioration des conditions de vie ou de travail.

A l'aide des définitions de ces quatre objectifs, on peut établir que la dimension sociale est celle qui place l'homme au cœur du développement. Sa prise en compte doit conduire à une meilleure intégration de l'ensemble des populations dans un esprit de solidarité et de cohésion sociale et territoriale.

## b) Interface équitable

*«Le droit au développement doit être réalisé de façon à satisfaire équitablement les besoins relatifs au développement et à l'environnement des générations présentes (équité intra générationnelle) et futures (équité intergénérationnelle) »<sup>22</sup>*

C'est la notion d'équité qui renvoie notamment à la prise en compte du long terme, avec le souci des générations futures. Quatre objectifs également seront retenus pour cette interface.

---

<sup>21</sup> Les objectifs sont numérotés pour pouvoir y faire rapidement référence. Le premier chiffre renvoi à la dimension à laquelle l'objectif appartient (1 pour gouvernance, 2 pour social, 3 pour équitable, 4 pour économique, 5 pour viable, 6 pour environnemental, 7 pour vivable)

<sup>22</sup> Déclaration de Rio, principe n°3

- L'accessibilité (3.1) : Elle est définie dans par le Certu comme : « *l'aptitude d'un réseau routier, ferré ou tout autre réseau de transport, généralement évaluée en temps de déplacement ou mesurée en distance à parcourir, pour atteindre un équipement public, gagner un bassin d'emplois, pénétrer dans un centre-ville, obtenir un service de proximité (commerces, loisirs, services publics, réseau social). Par opposition, l'inaccessibilité est considérée comme l'impossibilité d'obtenir un service dans un délai socialement acceptable ; elle est synonyme d'enclavement, de relégation, d'exclusion* »<sup>23</sup> Au vu du contenu des SRADDT et CPER, ce sont surtout des éléments qui renforcent la desserte du territoire (essentiellement par le biais du réseau ferré) qui feront référence à cet objectif. Le développement de l'accessibilité peut se faire grâce à l'augmentation des moyens de transports (vitesse, fréquence) mais aussi avec des mesures pour faciliter leur utilisation (efforts de tarification). L'accessibilité numérique ressort aussi beaucoup dans les documents étudiés, elle sera rattachée au présent objectif.
- Equité générationnelle (3.2) : principe fondamental du développement durable, cet objectif correspond à la volonté de maîtriser les ressources disponibles afin de garantir leur partage avec les générations futures. Cet objectif est très lié avec l'objectif 6.2 (gestion des ressources naturelles). A l'interface entre les dimensions économiques et sociales, participeront à cet objectif toutes les mesures visant à limiter l'endettement ou les coûts d'entretien et de gestion des programmes mis en place pour les générations à venir, et notamment ceux engendrés par la requalification des sites.
- Partage des richesses (3.3) : Après l'équité intergénérationnelle, c'est l'équité infra générationnelle qui s'exprime ici. En effet, cet objectif recouvre non seulement l'ensemble des actions visant à favoriser le développement local et les approches de développement et de coopération décentralisées (avec des pays moins avancés) mais également les mesures de centralisation et d'échange des connaissances. Enfin il comprendra également les démarches de discrimination positive et de prise en compte des fragilités spécifiques des territoires. Les éléments qui contribuent à cet objectif dans les SRADDT et CPER étudiés sont pour la plupart des appuis aux initiatives économiques locales basée sur les atouts et spécificités du territoire sur lequel elles s'implantent ainsi que sur les démarches d'économie sociale et solidaire.
- Prise en compte des mutations économiques du territoire (3.4) : Cet objectif n'apparaissait pas dans la grille RST<sub>02</sub> mais il a paru nécessaire de l'introduire après une première analyse des documents. Il remplace ou plutôt complète l'objectif de compensation des préjudices. Les actions qui participent à cet objectif sont celles qui augmentent la connaissance et favorisent l'anticipation des mutations socio-économique du territoire (comme la mise place d'observatoires) et qui préparent ces évolutions, avec la diversification ou la mise en adéquation de l'offre de formation par exemple.

L'interface équitable vise donc à qualifier les éléments qui contribuent à compenser les inégalités liées aux spécificités et déséquilibres territoriaux et aux disparités sociales.

---

<sup>23</sup> Certu (2001, p3)

### c) Dimension économique

Le développement économique est encore, pour certains, antagoniste avec la préservation de l'environnement et l'affirmation de l'homme au centre des préoccupations. Pourtant, le développement durable ne saurait être défini comme un processus de régression économique ou de décroissance<sup>24</sup> ; c'est uniquement un nouveau modèle de développement économique qui intègre des préoccupations sociales et environnementales. Une stratégie régionale ne saurait alors être considérée comme durable si elle n'est pas économiquement efficace.

Sur les quatre critères de la grille RST02, seuls trois d'entre eux ont trouvé une pertinence vis-à-vis du contexte de l'étude. Le critère « coût global du projet » n'avait pas d'application pertinente dans le cadre de l'évaluation ni du SRADDT ni du CPER. En effet, il s'intéressait au montage financier du projet et par conséquent ne pouvait être utilisé pour mesurer d'éventuelles conséquences des orientations stratégiques (ou d'un projet pour le CPER).

Le critère initial « impact financier » visait quant à lui à analyser l'insertion économique du projet dans le marché local et la prise en compte des conséquences financières sur les activités déjà présentes. Ces deux aspects ont été rattachés à l'objectif 4.2 (dynamique économique) car ils contribuaient également à conforter les activités économiques en place.

Ces adaptations amènent à ne retenir que deux objectifs seulement pour la dimension économique :

- Cohérence économique (4.1): Les éléments qui seront rattachés à cet objectif soutiennent la création d'emploi et l'émergence de nouvelles activités sur le territoire. Ces nouvelles activités doivent, de préférence, s'appuyer sur les ressources locales pour correspondre au mieux aux principes de développement durable.
- Dynamique économique (4.2): Le dynamisme économique vise pour sa part à renforcer les activités déjà présentes et génératrices de richesses pour le territoire. Toutes les mesures d'amélioration des performances des circuits d'approvisionnement et de distribution ou d'amélioration de la complémentarité entre activités contribueront à cet objectif. De plus, les efforts pour développer les pôles de recherche et développement seront également considérés comme participant au dynamisme économique.

La prise en compte de la dimension économique s'exprimera au travers d'actions qui auront pour but de stimuler la vitalité économique du territoire, en favorisant à la fois les activités préexistantes sur le territoire et celles émergentes. D'une façon générale, il s'agit de coordonner les politiques économiques locales dans l'optique de renforcer la compétitivité du territoire.

---

<sup>24</sup> Cf. note 2

#### d) Interface viable

*« Le développement viable est un développement dont les stratégies sont orientées pour obtenir un double dividende, assurant à la fois le respect de l'environnement et l'efficacité économique. »<sup>25</sup>*

L'aspect viable est assez complexe à appréhender alors qu'il constitue une charnière importante du développement durable. Ceci peut s'expliquer par la difficulté à quantifier les impacts du développement économique sur l'environnement. Trois objectifs ont pu être mis à jour en fonction des critères de la grille RST<sub>02</sub>.

- L'adaptabilité (5.1): Cet objectif renvoie à la capacité à anticiper les évolutions du territoire et du projet et principalement les évolutions spatiales et de dimensionnement des projets qui peuvent en découler. La prise en compte du facteur temps dans le processus d'élaboration est indispensable afin d'éviter par exemple d'entamer des projets qui n'aboutiront pas car ils ne seront plus adaptés au moment de leur finalisation, ou avec une durée de vie trop courte pour être satisfaisante. Dans le cas des stratégies régionales, on pense à la nécessaire prévision des changements démographiques et des conséquences qu'ils entraînent notamment en termes de consommation d'espace.
- Prise en compte des externalités<sup>26</sup> (5.2): C'est l'objectif qui rend compte de la volonté de prévoir et de limiter les coûts externes sur la santé publique, la sécurité ou les écosystèmes.
- Soutien aux filières économiques liées à l'environnement (5.3) : Cet objectif n'est pas issu de la grille RST<sub>02</sub> mais a été rajouté après la première analyse des documents. Il apparaît en effet que c'est un des moyens les plus utilisés dans l'optique de l'obtention du double dividende évoqué plus haut. La mise en application des principes de développement durable a entraîné un essor du marché des entreprises « environnementales ». Le développement de telles entreprises sur un territoire peut alors développer les connaissances et savoirs faire locaux en matière de bonnes pratiques environnementales<sup>27</sup>. Le développement de ces filières représente un véritable enjeu qui se retrouve dans les stratégies des trois Régions étudiées.

La dimension viable tente donc de prendre en considération l'impact immédiat et sur le long terme du développement des activités économiques sur l'environnement.

#### e) Dimension environnementale

La prise en compte de l'environnement et des ressources naturelles est l'enjeu le plus évident du développement durable puisqu'il est à l'origine de l'émergence du concept.

---

<sup>25</sup> Certu (2001, p 9)

<sup>26</sup> Externalité : Il y a externalité lorsqu'une activité induit des coûts (externalité négative) ou des bénéfices (externalité positive) pour un autre agent qui n'est pas impliqué directement.

<sup>27</sup> « L'échange d'informations et de données d'expériences concluantes, leur capitalisation, leur diffusion, font partie des mesures proposées pour favoriser l'appropriation et la mise en œuvre des principes du développement durable. » Certu (2001, p 5)

Cette dimension rassemble un grand nombre de thématiques qui ont pu être regroupées dans les quatre objectifs suivants :

- Augmentation des connaissances (6.1) : Afin de bien maîtriser l'impact de nouvelles activités sur l'environnement et d'en limiter les conséquences négatives, il convient avant tout d'approfondir la connaissance écologique du territoire. La mise en place d'observatoires écologiques, le développement de la recherche en génie environnemental (voir la mise en place d'une filière universitaire de développement durable comme le propose la Région Nord Pas-de-Calais) sont des actions qui peuvent contribuer à la réalisation de cet objectif.
- Gestion économe des ressources naturelles (6.2): C'est peut être l'un des objectifs les plus consensuels actuellement. Cela recoupe à la fois la gestion économe de l'espace, des ressources naturelles mais également de l'énergie. Peuvent contribuer à cet objectif les actions (orientation ou projet) de lutte contre l'étalement urbain, de limitation de la consommation de matières premières non renouvelables (y compris les énergies fossiles) et de développement des énergies renouvelables. La diminution des émissions de gaz à effet de serre relève également de cet objectif.
- Impact sur l'environnement (6.3): La limitation des effets négatifs, de même que le fait de favoriser les éventuels effets positifs liés au développement d'activités sur le territoire sur l'environnement constitue un des objectifs majeurs de la prise en compte environnementale dans le développement durable. Cet objectif peut être atteint par des mesures de protection d'espaces écologiquement intéressants, de réduction des pollutions diverses (de l'air, de l'eau...) ou de lutte contre la diminution de la biodiversité.
- Pratiques environnementales (6.4): L'objectif présenté ici est de créer une véritable culture du management environnemental<sup>28</sup>. Il s'agit d'encourager toutes les pratiques respectueuses de l'environnement dans les processus de décision. Comme actions emblématiques, on peut mentionner la promotion des démarches HQE<sup>29</sup> ou des filières éco-certifiées.

La dimension environnementale est au cœur du processus de développement durable et les objectifs qui y sont rattachés visent à la fois à corriger les déséquilibres existants et à prévenir de futurs impacts négatifs sur les écosystèmes.

---

<sup>28</sup> « Système de management environnemental: Ensemble de l'organisation des responsabilités, des procédures, des processus et des moyens pour mettre en œuvre la politique environnementale. » Certu (2001, p 24)

<sup>29</sup> Haute Qualité Environnementale : label qui qualifie une démarche qui répond à certaines normes prédéfinies

## f) Interface vivable

*« Le développement vivable est un développement respectant les facteurs environnemental et social. On le dit vivable dans le sens où il assure un cadre de vie acceptable. »<sup>30</sup>*

Au croisement entre les dimensions sociales et environnementales, l'interface vivable définit la relation de l'Homme (placé au centre du développement durable) à son environnement. Quatre objectifs vont être développés dans cette dimension.

- Cadre de vie (7.1): L'importance du cadre de vie est aujourd'hui de plus en plus grande, spécialement dans les discours politiques, ce qui se retrouve évidemment dans les stratégies régionales. Toutes les actions qui limitent les nuisances sonores ou esthétiques ainsi que celles améliorant les aménités offertes et le confort des habitants ou usagers relèvent de cet objectif.
- Santé et sécurité (7.2): La prévention des risques sanitaires, naturels et technologiques est primordiale dans une volonté d'harmoniser les relations entre l'Homme et son environnement. Cet objectif peut être atteint dans le contexte des stratégies régionales grâce à des actions qui permettent de réduire l'émergence de pathologies, notamment dues aux pollutions ou par l'augmentation des connaissances sur les risques, sur leur gestion.
- Education à l'environnement (7.3): Dans une volonté de participation à la mise en œuvre des principes du développement durable, il convient d'abord pour les instances de décision (ici les Région et l'Etat) d'entreprendre des démarches explicatives à l'intention des citoyens afin de les intéresser puis de les associer aux différents projets. D'une façon plus générale, le changement vers des comportements plus respectueux ne pourra se faire que grâce à la mise en place de telles démarches d'éducation à l'environnement.
- Mode de vie (7.4): La réalisation de cet objectif amène à augmenter la qualité de vie en pesant sur les modes de vie, c'est-à-dire en proposant des changements dans les usages, à la fois profitables pour les habitants et bénéfiques pour l'environnement.

## g) L'exception de la gouvernance

La gouvernance constitue le quatrième pilier du développement durable mais c'est encore un concept assez vague pour beaucoup. Le Certu la définit comme une *« combinaison de démocratie électorale, de participation des citoyens et d'approches rationnelles de la décision basée sur des indicateurs et des évaluations »*<sup>31</sup> Elle désignerait un *« mouvement de « décentrement » de la prise de décision, avec une multiplication des lieux et des acteurs impliqués dans cette décision. Elle renvoie à la mise en place de nouveaux modes de régulation plus souples, fondés sur le partenariat*

---

<sup>30</sup> Graine PACA, Le développement durable, le b.a.-ba., Fiches Ressources, 2005

<sup>31</sup> Certu (2001, p 15)



entre différents acteurs »<sup>32</sup> Dans le cadre du développement durable, elle est donc souvent associée à la démocratie participative.

L'étude, à la fois des SRADDT et des CPER sur les trois régions retenues révèle que le principe de gouvernance n'y trouve que peu d'écho. Si les documents stratégiques évoquent quelque fois ces notions de nouveaux lieux de décision et de participation (et particulièrement celui de la région Nord Pas-de-Calais), on note que ces éléments sont en revanche totalement absents des contrats de projets. Cela peut s'expliquer en partie par le fait que la mise en place de nouvelles formes de gouvernance relève avant tout de processus de réflexion, de concertation et d'accords ou d'arrangements entre les acteurs, notamment en ce qui concerne la répartition des compétences. Ces processus relèvent donc surtout de la volonté politique et sont alors difficilement formalisables sous forme de projets qui pourraient apparaître dans un CPER. On peut donc dire que les CPER ne sont pas des outils d'aide à la mise en œuvre de la gouvernance au sens des objectifs de développement durable. Face à ce constat, il apparaît difficile d'étudier cet aspect, toujours dans un objectif de comparaison entre deux documents, en sachant par avance qu'on ne le retrouvera pas l'un des deux. Il a donc été choisi de ne pas s'attarder sur l'étude de la prise en compte de la gouvernance dans le cadre de cette recherche.

#### h) Récapitulatif des objectifs

Dimension	Objectif	
Sociale	2.1	Liens sociaux
	2.2	Solidarité
	2.3	Identité culturelle
	2.4	Impact social
Equitable	3.1	Accessibilité
	3.2	Equité intergénérationnelle
	3.3	Partage des richesses
	3.4	Prise en compte des mutations économiques
Economique	4.1	Cohérence économique
	4.2	Dynamique économique
Viable	5.1	Adaptabilité
	5.2	Prise en compte des externalités
	5.3	Soutien aux filières économiques environnementales
Environnementale	6.1	Augmentation de la connaissance
	6.2	Gestion économe des ressources
	6.3	Impact environnemental
	6.4	Pratiques environnementales
Vivable	7.1	Cadre de vie
	7.2	Santé-sécurité
	7.3	Education à l'environnement
	7.4	Modes de vie

Tableau 2 : Récapitulatif des 21 objectifs de développement durables qui seront utilisés.

<sup>32</sup> Wikipédia, consulté le 5 mai 2010.

## 22.Principes généraux

### a) Définition des éléments étudiés.

On rappelle que les SRADDT se décomposent en trois grandes parties, un diagnostic prospectif qui met en avant les enjeux du territoire, une charte et une partie cartographique. C'est dans la charte que sont exprimés les grands axes stratégiques de la politique régionale pour les années suivantes. C'est donc cette charte qui va être plus particulièrement étudiée pour voir quels aspects du développement durables sont mis en avant. Malgré une terminologie différente et propre à chacune des trois Régions étudiées, une structure type des chartes des SRADDT peut être mise à jour.

Structure type	Dénomination dans les SRADDT (nombre)		
	Aquitaine	Nord Pas-de-Calais	Haute Normandie
<b>Axe</b>	Défi (5)	Enjeu (6)	Axes (8)
<b>Orientation</b>	Orientation (28)	Priorité (21)	Priorité (19)
<b>Objectifs</b>	Objectifs	Objectifs	Objectifs

Tableau 3 : Structure commune des SRADDT étudiés

L'étude a montré que les objectifs sont en fait des éléments de précision ou de définition du niveau orientation. Le niveau des axes stratégiques est quant à lui trop général. Ainsi, c'est le niveau des orientations qui sera étudié précisément pour chaque SRADDT.

Dans les contrats de projets l'échelon commun qui sera étudié sera le projet car il présente une unité évidente. On compte 10 projets pour la région Aquitaine, 13 pour la Haute Normandie et 17 pour le Nord Pas-de-Calais.

### b) Le degré d'intégration relatif, un outil de comparaison

Il conviendra de définir à quelles dimension(s) et/ou interface(s) du développement durable, et dans quelle mesure, est rattaché chaque orientation (pour les SRADDT) ou projet (pour les CPER). Chaque objectif de développement durable se verra créditer d'une note en fonction de son intégration dans le document. Ainsi, une note élevée signifiera une forte présence et la note de 0 témoignera de la non prise en compte du critère. Concrètement, une matrice semblable sera remplie pour chaque orientation ou projet et pour chaque dimension ou interface:

		Dimension ou Interface			
	Objectif	1	2	3	...
Orientation ou projet					

Tableau 4 : Matrice type d'évaluation d'une orientation ou d'un projet

Chaque case blanche se verra attribuer un 1 si l'orientation est rattachée à l'objectif et un 0 sinon. Une première étude sur ce modèle a montré qu'il ne rendait pas correctement compte des dimensions mises en avant dans les documents car cela minimisait certains aspects et augmentait artificiellement la valeur d'autres. Il a donc fallu mettre en place un système de pondération qui permettrait une approche plus proche de la réalité. Il a été choisi le système suivant :

- Pour les SRADDT : les notes seront pondérées avec les valeurs 1, 1.5, 2, 2.5 et 3 en fonction de l'importance que revêt l'objectif de développement durable pour l'orientation stratégique. Par exemple la Région Aquitaine définit pour chaque orientation le type d'intervention dont elle fera l'objet. Ainsi, les objectifs rattachés à des orientations qui bénéficieront d'une intervention « incitative » auront une note plus basse que ceux rattachés à des orientations qui feront l'objet d'une intervention « directe ».
- Pour les CPER, c'est la répartition des financements qui servira de pondération. Les coûts des projets seront répartis en fonction des objectifs auxquels le projet répond.

## *Encadré 2*

### **Exemple de traitement d'un projet**

Projet n°8 du CPER Aquitaine : Mettre en valeur le patrimoine naturel et culturel aquitain. Trois « sous projets » ont été identifiés avec une répartition des financements explicitée dans le tableau ci-dessous :

	Etat	Région
Priorité 8.1 – Mise en valeur du patrimoine culturel et paysager de la vallée de la Vézère	7,6	3,5
Priorité 8.2 – Patrimoine culturel	20	15,6
Priorité 8.3 – Patrimoine naturel	3,88	8,08
Sous-total	31,48	27,18
Total	58,66	

**Tableau 5 : Répartition des fonds du grand projet n°8 (en M€)**

*Source : CPER Aquitaine*

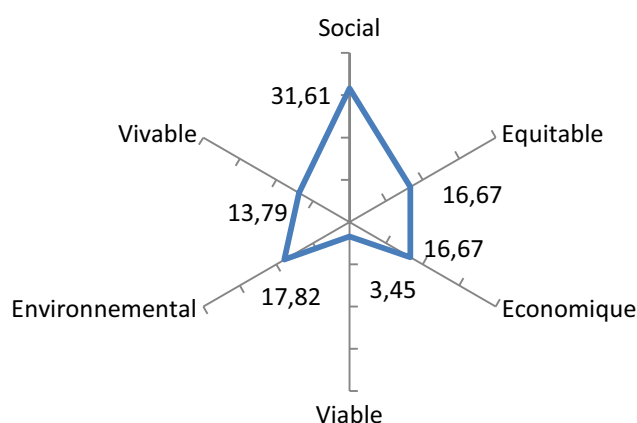
Ce projet contribue à atteindre uniquement l'objectif de durabilité 2.3 (identité culturelle). Ainsi pour ce projet, les cases de tout les objectifs seront remplies avec des 0 sauf celle 2.3 qui sera remplie d'un 1, pondérée du montant attribué de 58,66 M€.

A la fin de la démarche, la somme sera faite par objectif et exprimée sous forme de pourcentage. Pour chaque document, on aura alors un classement des objectifs en fonction de l'importance qu'ils occupent.

La méthode qui sera utilisée ici va donc permettre de définir pour chaque objectif de développement durable retenu son degré d'intégration relatif (c'est-à-dire par rapport aux autres objectifs). C'est ce résultat là qui servira de base pour la comparaison. Cette méthode d'évaluation permet de surmonter la difficulté de juger l'intégration d'un objectif (dans l'absolu) tout en fournissant quand même l'information suffisante pour effectuer la comparaison et répondre à la problématique. Cependant, l'information recueillie est partielle et ne répond plus aux objectifs d'une méthode d'évaluation de développement durable classique. En effet, les résultats mettront en évidence les principes de développement durables qui sont mis en avant sans juger de la durabilité globale du projet. Ainsi cette méthode ne pourra donc être utilisée que dans un objectif de comparaison.

### c) Représentation

La hiérarchisation des objectifs en fonction de leur importance dans le document considéré permet une représentation graphique aisée. Cet outil supplémentaire permettra de visualiser rapidement les différences d'orientation entre les SRADDT et les CPER. Ces schémas sont bien sûr réducteurs mais permettent une vision synthétique des dimensions mises en avant au détriment des autres. Un graphique de type « radar » semble le plus indiqué. Il fournira une sorte de profil de durabilité, reflet de la vision du développement durable qui est mise en application dans le document.



La figure ci contre présente un exemple du type de représentation graphique du profil de développement durable qui sera obtenue pour chaque SRADDT et CPER. Les valeurs sont exprimées en pourcentage.

**Figure 1 : Profil de développement durable du SRADDT Haute Normandie**  
*Réalisation : B.de Bodin de Saint Laurent*

#### Synthèse

Les SRADDT et les CPER seront donc étudiés séparément à l'aide de la grille des vingt et un objectifs du développement durable retenus et détaillés dans cette partie. Cette analyse du contenu des stratégies régionales et des contrats de projets permettra d'établir pour chaque document et pour chaque région un profil de développement durable. Ce profil est le reflet d'une certaine vision de la durabilité et de sa transposition possible sur un territoire donné. Il servira ensuite de base pour la comparaison entre SRADDT et CPER. Le degré d'adéquation entre les profils des deux documents permettra d'établir dans quelle mesure le CPER se fait l'écho des volontés régionales en matière de développement durable.

## 23. Résultats

La méthode proposée ci-avant a été appliquée aux régions Aquitaine, Haute-Normandie et Nord Pas-de-Calais. On rappelle que ces régions ont été choisies car leur SRADDT était antérieur à leur CPER et pouvait par conséquent avoir servi de base lors des négociations autour de l'élaboration du contrat de projet. Les résultats obtenus sont

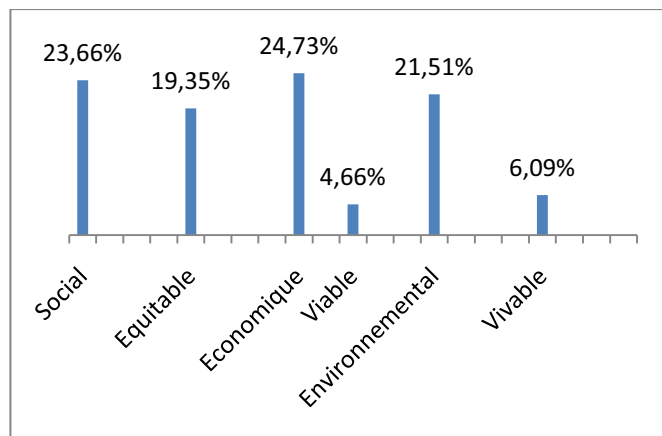
présentés sous forme de tableaux, synthétiques. Leur analyse sera détaillée plus précisément dans la seconde partie de ce rapport.

#### a) Le SRADDT Aquitain

Axe	Orientation		Objectifs de développement durable						
Mieux vivre en aquitaine	1	Permettre tous les déplacements en région	2.4	3.1	4.2	6.4	7.4		
	2	Lutter contre toutes les inégalités	2.1	2.2	2.3	2.4	3.1	3.3	3.4
	3	Sécuriser les itinéraires de vie active	2.2						
	4	Encourager une société aquitaine créative	2.2	2.3	3.1				
	5	Parier sur la jeunesse	2.1	2.2					
	6	Disposer d'une charte aquitaine de l'accès au logement pour tous	2.2	6.4	7.4				
Dessiner les nouvelles frontières du développement économique et social	7	Ouvrir et promouvoir l'aquitaine dans l'économie internationale	4.1						
	8	Mobiliser les énergies pour l'atout agricole et agro-alimentaire	4.1	4.2	5.2	6.2	6.3		
	9	Accompagner la création d'activités et d'emplois de services	3.1	4.1					
	10	Investir pleinement sur les domaines d'excellence et de compétitivité régionale	4.1	4.2					
	11	Dynamiser un modèle de développement social et solidaire	3.3	4.2					
	12	Assurer la pérennité du tissu des TPE/PME	4.1	4.2					
Relever le défi des échanges, des transports et de la logistique	13	Faire le choix d'une euro-région : Aquitaine-Euskadi <sup>33</sup>	2.2	3.3	4.2				
	14	Développer une vocation logistique : tirer parti du corridor atlantique	3.3	4.2					
	15	Mettre à niveau les réseaux d'infrastructures	2.2	3.1	4.2	6.3	7.1		
	16	Favoriser les échanges et la coopération à l'international	3.3	4.1	4.2				
	17	Ouvrir de nouveaux horizons numériques	2.2						
Valoriser les territoires, garantir la qualité des espaces	18	Conforter les dynamiques rurales	2.2	3.3					
	19	Organiser le réseau métropolitain des agglomérations	4.1	4.2					
	20	Maîtriser l'occupation et la consommation d'espace	5.1	5.2	6.2	6.3			
	21	Mettre en valeur l'espace pyrénéen	2.3	3.3					
	22	Mettre en place une politique intégrée du littoral aquitain	3.3	6.1	6.3				
	23	Promouvoir la région éco-énergétique	5.3	6.1	6.2	6.3	6.4	7.1	
	24	Préserver et protéger les ressources en eau	3.3	6.2	7.4				
Pour une action régionale efficace et partenariale	25	Conditionner les actions de la région aux objectifs de développement durable	6.2	6.4					
	26	Renforcer l'action territoriale de la région pour l'équité et la cohésion sociale	2.2						
	27	Mettre en œuvre les grands projets d'intérêt régional							
	28	Faire de l'aquitaine une région citoyenne et partenariale.							

Tableau 6 : Analyse des objectifs de développement durable par orientation du SRADDT Aquitain

<sup>33</sup> Euskadi : Pays Basque, communauté autonome espagnole qui peut être assimilée à une région.



*Le diagramme ci contre est obtenu après pondération des résultats du tableau au moyen des crédits accordés par projet. Le détail des pondérations est indiqué en annexe .*

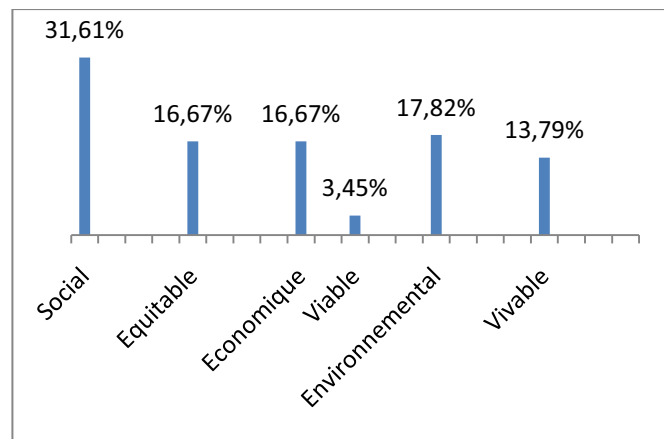
**Figure 2 : Répartition des orientations du SRADDT de la région Aquitaine par dimension ou interface du développement durable.**

*Réalisation : B. de Bodin de Saint Laurent, 2010*

b) Le SRADDT Haut-Normand

Axe	Orientation		Objectifs de développement durable
Les Haut-Normands dans la société de la connaissance	1	L'épanouissement individuel par la formation	2.2
	2	La formation au cœur des stratégies de l'emploi	3.4
L'affirmation de la fonction d'interface maritime et internationale	3	La valorisation régionale de l'économie maritime et portuaire	4.2
	4	L'ouverture sur l'international	4.2
	5	L'irrigation de l'espace régional depuis ses « portes »	3.3 4.1
Une économie consolidée, diversifiée, aspirée par le haut, créatrice d'emplois	6	L'économie régionale tirée par l'intelligence	4.2
	7	La consolidation, la diversification et l'élargissement du tissu d'activités dans les secteurs créateurs d'emploi	4.1 4.2 5.3 6.2 6.3
Une gestion performante et durable des déplacements et de l'énergie	8	L'adaptation des déplacements aux exigences d'aujourd'hui	4.2 6.2 7.1 7.2
	9	L'énergie, de la maîtrise aux alternatives	5.3 6.2 6.3
Une société plus humaine dans un souci de cohésion territoriale	10	L'insertion et la lutte contre l'exclusion	2.2 3.1 3.3
	11	L'amélioration du contexte sanitaire	2.2 2.4 3.1 6.3 7.2
	12	La mixité urbaine et périurbaine	2.4
Un nouvel équilibre démographique, dans une région ouverte à l'accueil	13	Mobilisation en faveur des jeunes et des jeunes actifs, force vive du territoire	2.2 2.3 2.4 3.1
	14	La recherche de l'excellence dans l'accompagnement	2.1 2.2 2.4 7.1
	15	Le logement, au centre du développement des territoires	2.2 2.4 6.4 7.1
Culture, sports et activités de loisirs, enjeux du développement des territoires et de l'épanouissement des Haut-Normands	16	Le développement de l'accès à la culture et au sport	2.3 7.2
	17	Le renforcement de l'attractivité régionale à travers la culture	2.3
Un environnement et un espace qualifiés et reconnus	18	La recherche d'un nouvel équilibre environnemental	6.2 6.3 6.4 7.2 7.3
	19	La mise en valeur de l'espace	3.1 6.2 6.3 7.1

Tableau 7 : Analyse des objectifs de développement durable par orientation du SRADDT Haut-Normand



*Le diagramme ci contre est obtenu après pondération des résultats du tableau au moyen des crédits accordés par projet. Le détail des pondérations est indiqué en annexe.*

**Figure 3 : Répartition des orientations du SRADDT de la région Haute Normandie par dimension ou interface du développement durable.**

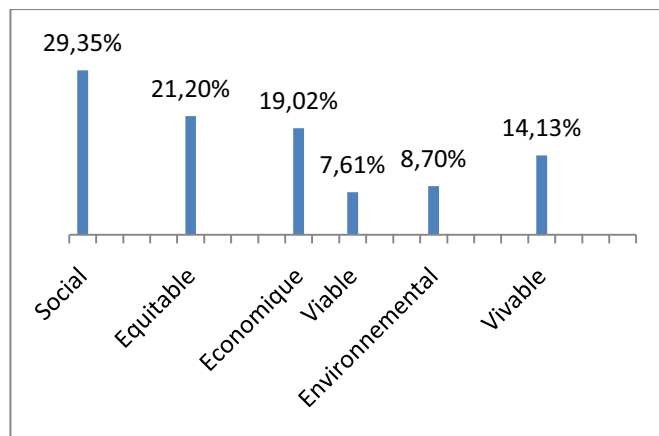
*Réalisation : B. de Bodin de Saint Laurent, 2010*



c) Le SRADDT de la région Nord Pas-de-Calais

Axe	Orientation		Objectifs de développement durable
Investir la société de la connaissance et de la communication	1	Donner à chacun l'accès aux savoirs fondamentaux et aux langages de communication modernes	2.2
	2	Faire de l'éducation et de la formation tout au long de la vie une réalité pour tous	3.4
	3	Identité et ouverture : engager la population dans une démarche régionale de développement durable	7.3
S'ouvrir à l'Europe et au Monde	4	Etre présent en Europe et dans le monde	2.3 4.2
	5	Vivre l'Europe au quotidien dans le Nord Pas-de-Calais	2.2
	6	Développer les coopérations	
	7	Avancer la région dans la dynamique de l'Europe du Nord Ouest.	3.1 4.2
Faire la différence en construisant et en valorisant nos spécificités	8	Identifier et qualifier les leviers de la performance économique régionale	3.3 4.1 4.2 5.3
	9	Renforcer et achever la métropolisation	3.1 4.2
	10	Faire du Nord Pas-de-Calais une grande région maritime	4.1 4.2
	11	S'appuyer sur les spécificités des territoires pour construire l'excellence régionale	2.3 3.3
Surmonter les disparités	12	Faire du service public et de l'action publique des éléments majeurs de la cohésion sociale	2.2 2.3 2.4 3.1 7.4
	13	Renforcer la cohésion territoriale	2.2 3.1 3.3 4.2
	14	Poursuivre l'amélioration de l'état sanitaire de la population	2.2 3.1 7.2 7.3
Reconquérir l'environnement et améliorer le cadre de vie	15	Gérer autrement l'espace et les ressources	5.3 6.3 7.2
	16	Responsabiliser chacun	5.3 7.3
	17	Décliner régionalement les engagements pris vis-à-vis du changement climatique	3.1 5.3 6.2 6.3 6.4
	18	Promouvoir de nouvelles conceptions du développement urbain	2.4 6.2 6.3 7.4
Mobiliser la société régionale et renforcer la citoyenneté	19	Renforcer la démocratie participative	2.1 2.4
	20	Bâtir une meilleure coopération entre les territoires et acteurs de la région	2.2
	21	Structurer les outils d'intelligence collective	

Tableau 8 : Analyse des objectifs de développement durable par orientation du SRADDT de la région Nord Pas-de-Calais



*Le diagramme ci contre est obtenu après pondération des résultats du tableau au moyen des crédits accordés par projet. Le détail des pondérations est indiqué en annexe.*

**Figure 4 : Répartition des orientations du SRADDT de la région Nord Pas-de-Calais par dimension ou interface du développement durable.**

Réalisation : B. de Bodin de Saint Laurent, 2010

Avant même de regarder plus en détail le contenu des orientations qui mènent à ces résultats, plusieurs éléments peuvent nous renseigner sur la façon dont est porté le développement durable dans les SRADDT. Comme expliqué précédemment, la transversalité est un des enjeux majeurs de la prise en compte de la durabilité dans un programme. On remarque ici que très peu d'orientations ne font référence qu'à un seul des vingt et un objectifs de développement durables retenus dans le cadre de cette étude. De plus les objectifs concernés par une orientation donnée font souvent partie de dimensions ou interfaces différentes. On note donc de la part des Régions une certaine volonté et capacité à penser leurs orientations de façon « globale » et non pas de construire leur stratégie grâce à des orientations qui relèveraient d'objectifs uniques mais dont la juxtaposition permettrait de couvrir l'ensemble des champs du développement durable. On remarque également que toutes les dimensions ou interfaces sont traitées, de façon plus ou moins égales, mais dans tous les cas au moins prises en compte. Ceci appuie le fait que les Régions font preuve d'une volonté de transversalité dans les SRADDT.

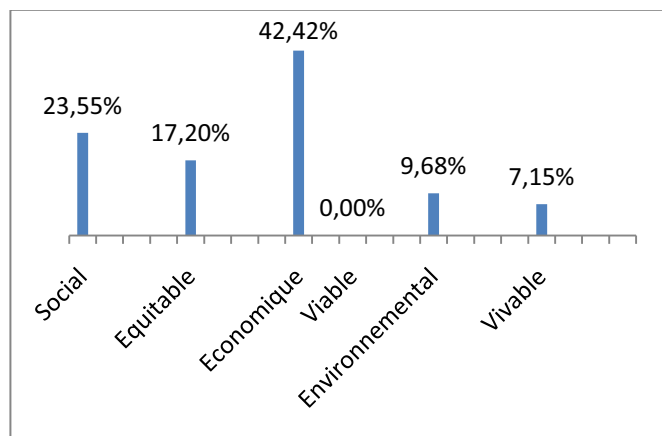
Cependant, si toutes les dimensions ou interfaces sont intégrés dans la stratégie régionale, on remarque assez rapidement l'importance donnée aux dimensions sociale et économique et à l'interface équitable. Cette dominance du pôle socio-économique sera établie plus en détail dans la seconde partie.

A l'aide des trois graphiques de répartition des orientations des SRADDT par dimension ou interface du développement durable, se dessine un profil qui serait commun à ces trois Régions. En effet, les différents aspects semblent présents dans des proportions semblables d'un territoire à l'autre. Or, les orientations des différents SRADDT ne sont quand à elles pas identiques, elles ne répondent a priori pas aux mêmes enjeux puisque sur des territoires différents et aux spécificités propres. Il faudra donc vérifier à un niveau plus détaillé que celui des dimensions ou interfaces mises en avant (celui des objectifs) pour vérifier cette hypothèse de profil commun.

#### d) Le CPER Aquitain

Grand Projet		Objectifs de développement durable			
Promouvoir et soutenir le développement des pôles de compétitivité	1	4.1	4.2		
Favoriser la recherche et le transfert de technologie	2	4.1	4.2		
Améliorer la vie étudiante et moderniser les structures d'enseignement supérieur	3	2.2	2.4		
Anticiper et accompagner les mutations économiques et favoriser l'emploi	4	2.2			
Soutenir la compétitivité des filières forêt-bois et agricoles	5	4.2	5.3	6.2	6.3
Développer le transport ferroviaire de voyageurs et le fret ferroviaire et maritime	6	3.1	4.2		
Faire de l'environnement un élément majeur du développement de l'aquitaine	7	6.2	6.3	6.4	7.2
Mettre en valeur le patrimoine naturel et culturel aquitain	8	2.3			
Promouvoir une gestion intégrée et durable du littoral aquitain	9	2.2	4.1	4.2	6.1 6.3 7.1
Renforcer la rénovation urbaine, levier de la cohésion sociale	10	2.2	7.4		

**Tableau 9 : Analyse des objectifs de développement durable par projet du CPER de la région Aquitaine.**



*Le diagramme ci contre est obtenu après pondération des résultats du tableau au moyen des crédits accordés par projet. Le détail des pondérations est indiqué en annexe.*

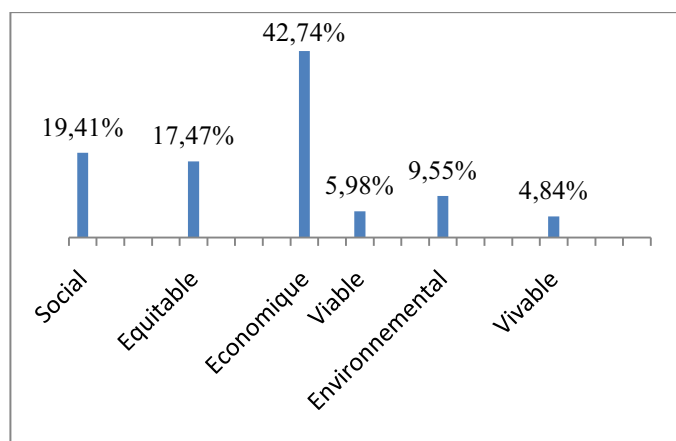
**Figure 5 : Répartition des financements du CPER de la région Aquitaine par dimension et interface du développement durable**

Réalisation : B. de Bodin de Saint Laurent, 2010

e) Le CPER Haut-Normand

Grand Projet		Objectifs de développement durable
Améliorer et valoriser l'offre de recherche et de formation	1	2.2
Favoriser la formation professionnelle et l'emploi	2	3.4 5.1
Développer la desserte fluviale	3	4.2
Améliorer la compétitivité des infrastructures portuaires	4	4.2
Soutenir les filières d'avenir, créatrices d'emplois et de richesse : l'automobile, l'électronique, l'aéronautique, la logistique, la chimie, la biologie et la santé	5	4.2 5.3
Diversifier les activités pour assurer la transition économique de la Haute-Normandie et préserver l'emploi.	6	4.1 4.2
Restaurer la qualité de l'environnement	7	6.1 6.3 7.2 7.3
Maîtriser l'énergie et développer des alternatives	8	6.2 6.3
Adapter les déplacements aux exigences d'aujourd'hui	9	3.1
Développer l'accès à la culture, au sport et à la santé	10	2.3
Développer la mise en réseau du partenariat territorial	11	2.2
Accompagner les mutations des filières prioritaires	12	4.1 4.2
Contribuer au développement durable	13	5.3 6.3

Tableau 10 : Analyse des objectifs de développement durable par projet du CPER de la région Haute-Normandie



Le diagramme ci contre est obtenu après pondération des résultats du tableau au moyen des crédits accordés par projet. Le détail des pondérations est indiqué en annexe.

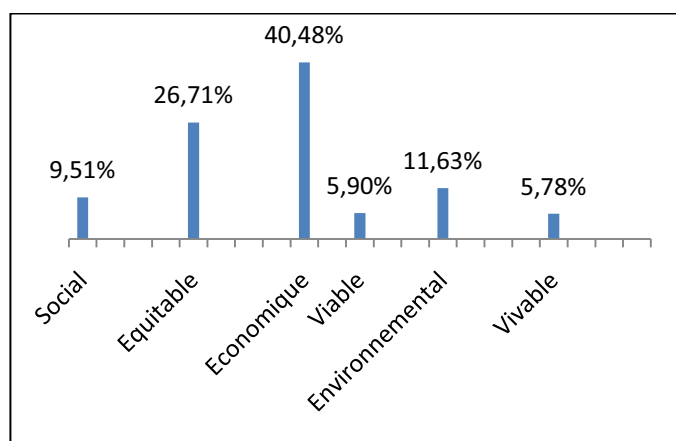
Figure 6 : Répartition des financements du CPER de la région Haute Normandie par dimension et interface du développement durable

Réalisation : B. de Bodin de Saint Laurent, 2010

f) Le CPER de la région Nord Pas-de-Calais

Grand Projet		Objectifs de développement durable			
L'aire métropolitaine de Lille	1	2.2	2.3	3.1	6.4
L'ouverture vers le large, la mise en valeur et la préservation de la côte d'Opale	2	2.2	2.4	4.2	7.2
La région, grande aire logistique	3	4.2			
Le réseau ferré régional	4	3.1	4.1	4.2	
L'implantation du Louvre-Lens	5	2.3	3.1	4.1	
La recherche et la société de l'information	6	2.2	6.1		
Développer les pôles de compétitivité régionaux	7	3.3	4.2		
Soutenir les mutations stratégiques de l'économie régionale	8	3.3	4.2		
Investir dans le capital humain pour préparer les mutations	9	3.4	5.1		
Plan climat régional et qualité environnementale	10	6.1	6.2	6.4	7.2
Biodiversité et trame verte et bleue	11	6.1	6.2	6.3	6.4
La rénovation urbaine <sup>34</sup>	12				
La régénération foncière, urbaine et environnementale des anciens bassins industriels	13	7.1			
La réussite éducative et l'accès des jeunes à l'enseignement supérieur	14	2.2			
Le soutien au développement du Hainaut-Cambrésis	15	3.1	4.2		
Revitalisation du Pas-de-Calais	16	2.3	2.4	4.2	
Projet d'initiative territoriale	17	3.1	4.2	6.2	7.2

Tableau 11 : Analyse des objectifs de développement durable par projet du CPER de la région Nord Pas-de-Calais



Le diagramme ci contre est obtenu après pondération des résultats du tableau au moyen des crédits accordés par projet. Le détail des pondérations est indiqué en annexe.

Figure 7 : Répartition des financements du CPER de la région Nord Pas-de-Calais par dimension et interface du développement durable

Réalisation : B. de Bodin de Saint Laurent, 2010

<sup>34</sup> Le CPER adopte comme projet la rénovation urbaine mais le financement de ce dernier est assuré par des crédits hors CPER (ANRU)

Contrairement aux SRADDT, les CPER étudiés présentent des projets beaucoup plus « spécialisés » c'est-à-dire qui ne font référence qu'à une seule dimension ou interface, voire à un unique objectif de développement durable. Toutes les dimensions sont également abordées mais on perçoit aisément la prédominance de la dimension économique. L'interface équitable et la dimension sociale sont également bien présents comparé au pôle environnemental.

Comme pour le SRADDT, il semble se dégager un profil de développement durable commun aux CPER des trois régions qui sera caractérisé dans la seconde partie du rapport. Cette similitude est moins surprenante que pour les SRADDT car même si les contrats de projets sont appliqués sur des territoires différents, ils possèdent des champs d'actions prédéfinis au niveau national <sup>35</sup>(donc pour tous les CPER). La prédominance de la dimension économique ainsi qu'une intégration relative assez élevée de la dimension sociale par rapport aux autres dimensions et interfaces ainsi que la peuvent donc s'expliquer par les axes qui doivent être mis en avant pour la génération actuelle de CPER. Ce propos est toutefois à nuancer puisque le deuxième axe est la promotion du développement durable, ce qui sous entendrait une intégration égalitaire des différentes composantes du développement durable. Le CPER apparaît donc déjà comme un document moins généraliste que ne le saurait un SRADDT, et plus tourné vers certaines thématiques, fixé à un niveau national (donc à un échelon supérieur), et par conséquent qui ne saurait répondre à l'ensemble des attentes d'une stratégie régionale. Ces affirmations vont maintenant être à vérifier à l'aide d'une étude plus détaillée des objectifs de développement durables mobilisés et des thématiques fortes des différents documents afin de mesurer la cohérence et donc la capacité que peut avoir la contractualisation à mettre en œuvre la stratégie régionale.

### Synthèse

Une première analyse très rapide des résultats obtenus tend à montrer l'existence d'un profil de développement durable indépendant du territoire pour chacun des deux documents étudiés. De plus, si le SRADDT apparaît a priori assez généraliste, le CPER quant à lui semble plus tourné vers la dimension économique. Ces caractéristiques seront à définir plus finement dans la partie suivante.

---

<sup>35</sup> Le contenu de la cinquième génération de CPER est restreint aux trois axes suivants : compétitivité et attractivité du territoire, promotion du développement durable et cohésion sociale et territoriale.

## **2<sup>de</sup> partie :**

# **Mise en œuvre des stratégies régionales en matière de développement durable**

---

Les résultats obtenus grâce à la méthode d'analyse expliquée dans la partie précédente ne sauraient être considérés comme l'achèvement de la démarche. L'analyse de ces tableaux va faire l'objet de cette partie. Deux niveaux de conclusions peuvent être établis. Le premier porte sur la vision de la durabilité qui est exprimée dans la stratégie régionale formalisée dans le SRADDT. Le second provient de la comparaison entre cette vision et celle exprimée dans le CPER, outil de mise en œuvre de la stratégie régionale.

# 1. Le SRADDT ou l’affichage d’un développement socio-centré.

Dans cette partie, vont être établies les grandes lignes des stratégies régionales en matière de développement durable afin de déterminer s’il existe une vision commune de la durabilité pour les trois régions étudiées. Pour cela, deux niveaux vont être analysés : tout d’abord les profils de développement durable qui mettent en avant les dimensions et interfaces privilégiés puis dans un second temps les grandes thématiques portées par les SRADDT (c'est-à-dire le niveau des objectifs de développement durable, échelle d’analyse plus précise et détaillée que celle des dimensions et interfaces).

## 11.Mise en évidence d’un profil de développement durable commun

Les profils de développement durable mettent en avant les dimensions ou interfaces que les stratégies régionales privilégient par rapport aux autres. Ces profils vont être présentés ici pour les trois régions retenues, à savoir l’Aquitaine, la Haute Normandie et le Nord Pas-de-Calais. On définit le profil « durable » comme le profil qui prendrait en compte toutes les dimensions de façon égale.<sup>36</sup>

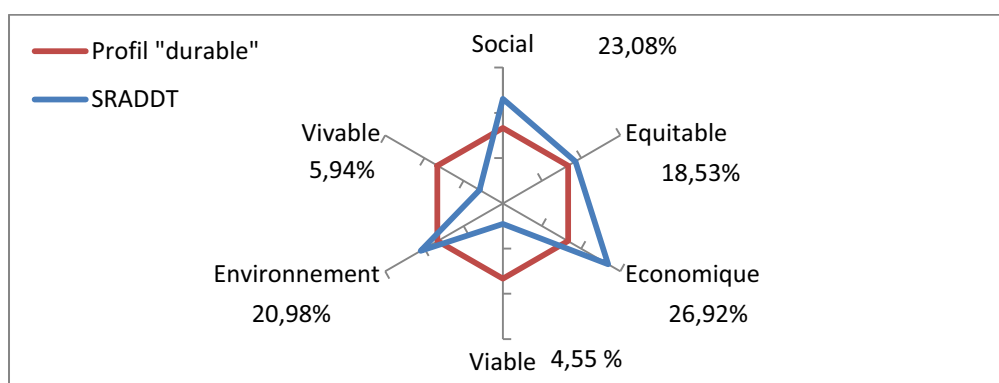
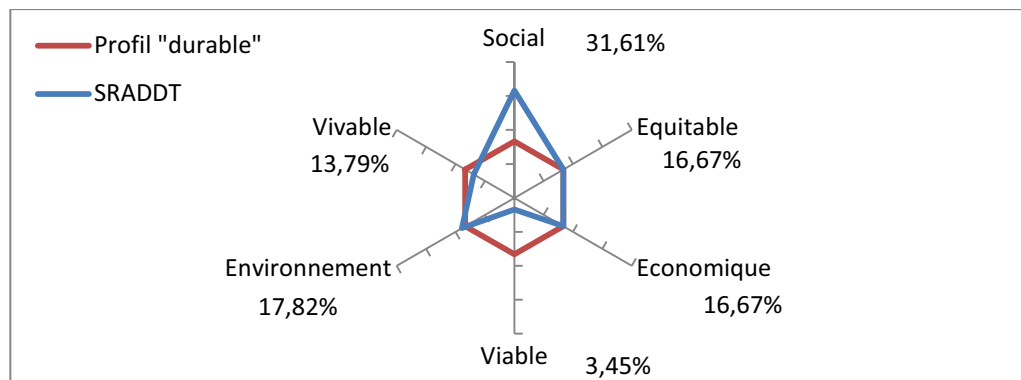


Figure 8 : Profil de développement durable de la région Aquitaine

Réalisation : B. de Bodin de Saint Laurent

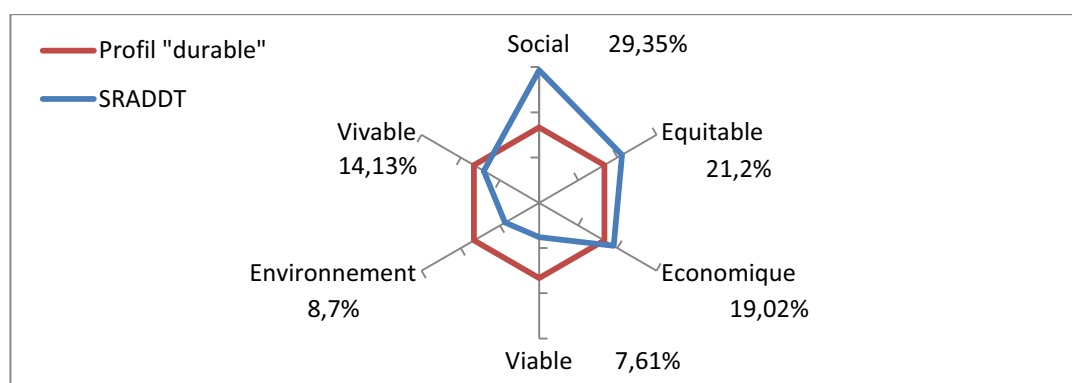
<sup>36</sup> Le concept de développement durable se base en effet notamment sur la non-prédominance d’un de ses piliers sur les autres.





**Figure 9 : Profil de développement durable de la région Haute Normandie**

*Réalisation : B. de Bodin de Saint Laurent*



**Figure 10 : Profil de développement durable de la région Nord Pas-de-Calais**

*Réalisation : B. de Bodin de Saint Laurent*

Une rapide analyse des trois profils révèle une série de points communs quant à la vision de la durabilité qui est portée par les stratégies régionales des trois régions retenues. Tout d'abord, une dominance du groupement socio-économique (c'est-à-dire les dimensions sociales et économiques complétées par leur interface équitable). Ces trois thématiques totalisent en effet un degré d'intégration relatif de 67,7% en moyenne alors qu'un degré d'intégration relatif « durable » serait de 50 %. Cette disproportion met en évidence la volonté politique de placer l'Homme au centre du développement en lui faisant profiter des retombées de la croissance économique. On peut donc avancer que dans les régions étudiées le dynamisme économique serait mis au service d'une amélioration sociale de la société. Ce phénomène est particulièrement appuyé dans les régions Haute Normandie et Nord Pas-de-Calais où le social est placé devant l'économique (avec plus de dix points d'écart). Si en Aquitaine, on ne relève pas cette hiérarchie, on note quand même que l'écart entre la dimension et la dimension économique (un peu moins de quatre points) n'est pas suffisamment significatif pour infirmer la conclusion précédente.

La deuxième conclusion concerne le traitement de la dimension environnementale. Le premier élément est que globalement la dimension environnementale n'est pas délaissée. En effet, son degré d'intégration relatif est proche de celui qualifié de « durable ». Le profil de la région Nord Pas-de-Calais nous impose de nuancer ce fait, cependant le pôle environnemental (groupement de la dimension environnementale et des deux interfaces qui l'incluent, c'est-à-dire viable et vivable) garde une valeur constante dans les trois cas (entre 30% et 35%). Ceci nous permet de dégager un deuxième élément, qui concerne l'intégration de l'environnement aux autres dimensions. On remarque une plus grande

prise en compte de l'interface vivable que de l'interface viable, cette dernière étant abordée d'une manière qui peut être qualifiée de marginale. Il apparaît donc que les liaisons entre environnement et activités économiques ne sont pas encore bien établies ou affirmées dans les discours politiques. En revanche, les relations entre l'Homme et son environnement commencent à être réellement prises en compte à la fois, on le verra par la suite avec la gestion des risques naturels et technologiques et l'affirmation de l'environnement comme élément important du cadre de vie.

Les trois régions présentent donc des profils de développement durable assez semblables articulés entre développement socio-économique d'un côté et prise en compte environnementale de l'autre. Une analyse plus fine des objectifs de développement durables mobilisés va permettre de confirmer ces similitudes.

## 12. Les grandes thématiques évoquées

Après avoir étudié les grandes dimensions du développement durable, on peut s'intéresser à une analyse un peu plus fine des thématiques qui sont mises en avant dans les stratégies régionales.

SRADDT Aquitaine	SRADDT Haute Normandie	SRADDT Nord Pas-de-Calais
Dynamique économique (14,7%)	Dynamique économique (12,64%)	Dynamique économique (14,67%)
Solidarité (14,34%)	Solidarité (12,07%)	Solidarité (14,67%)
Partage des richesses (11,47%)	Impact social (9,77%)	Accessibilité (11,41%)
Cohérence économique (10,04%)	Identité culturelle (8,05%)	Santé-Sécurité (7,61%)
Accessibilité (7,17 %)	Accessibilité (8,05 %)	Soutien aux filières économiques environnementales (7,61%)

Tableau 12 : Les cinq objectifs les plus mis en avant dans les SRADDT par région

Tout d'abord, l'analyse des cinq objectifs de développement durables les plus mobilisés<sup>37</sup> par les stratégies régionales tend à confirmer la première des deux conclusions présentées dans le paragraphe précédent. En effet, sur les quinze objectifs (cinq par région), seuls deux ne sont pas issus du regroupement des dimensions économique et sociale et de leur interface équitable ce qui témoigne de l'importance que revêt ce pôle socio-économique. Ceci est appuyé par le fait que si on s'intéresse plus particulièrement au détail de ces objectifs on s'aperçoit que les critères dynamique économique, solidarité et accessibilité sont tous les trois présents pour toutes les régions. On note également que bien que la dimension économique ne soit pas dominante dans le profil général (ou ne l'est que de peu), c'est un des objectif qui lui est rattaché qui se révèle dominant dans les trois cas étudiés.

Si on s'intéresse maintenant aux orientations qui contribuent à ces objectifs de développement durable, on s'aperçoit que même formulées différemment selon les régions, elles peuvent être regroupées en trois grandes thématiques clés autour desquelles se sont construites les stratégies régionales.

<sup>37</sup> Ces objectifs pourront être qualifiés de « majeurs » car ils reflètent bien les priorités que les trois régions retenues se sont fixées.

#### a) L'affirmation de la région dans le contexte européen et international

Il est intéressant de voir que malgré des situations très différentes, notamment géographiques, les trois régions étudiées veulent bénéficier des opportunités offertes par les échanges au sein de l'union Européenne, voir dans un contexte plus large. Les Régions ne veulent plus exister seulement comme pôles d'influence nationale mais entendent bien être reconnues à l'international. Le Nord Pas-de-Calais met en avant sa proximité avec le cœur de l'union Européenne, la Haute-Normandie fait valoir sa capacité à être une interface maritime internationale et l'Aquitaine valorise sa position dans le corridor atlantique avec la volonté de créer une « Euro-région <sup>38</sup> » Aquitaine-Euskadi (Pays Basque).

Les actions prévues pour parvenir à cette reconnaissance européenne sont principalement de deux types : l'augmentation de l'accessibilité du territoire (par le transport de voyageurs et de fret) et la vitalité économique. L'action culturelle (développement de la politique des musées, notamment dans la région Nord Pas-de-Calais avec l'implantation du Louvre-Lens) est parfois évoquée comme moyen d'ouverture, mais dans une proportion bien moindre que les deux précédents.

#### b) La volonté de surmonter les disparités infra-territoriales

Il apparaît clairement dans les trois SRADDT une prise de conscience des disparités intra-régionales ainsi qu'une volonté de les corriger. En effet, l'objectif solidarité (qui comprend la cohésion sociale et territoriale) représente respectivement 60,61%, 38,18% et 50% de la dimension sociale pour l'Aquitaine, la Haute-Normandie et le Nord Pas-de-Calais. Un traitement équitable des quatre objectifs de la dimension sociale aurait donné un score de 25% à chacun, ce qui montre bien l'importance donnée à la cohésion sociale et territoriale. Ce phénomène est appuyé par la formulation des axes stratégiques dans deux des SRADDT étudiés : « *Une société plus humaine dans un souci de cohésion territoriale* » pour la Haute-Normandie et « *Surmonter les disparités* » pour le Nord Pas-de-Calais.

La réponse aux problèmes de cohésion territoriale identifie essentiellement comme leviers d'actions une meilleure accessibilité aux services, notamment publics, mais aussi à la formation et à l'emploi. Concernant la cohésion sociale et la lutte contre l'exclusion ou la ségrégation, ce sont des actions en faveur de l'accès au logement et du renouvellement urbain qui sont envisagées dans les stratégies régionales.

#### c) La mise en valeur des spécificités territoriales

Principe du développement durable, l'utilisation des ressources locales comme moteur du développement économique semble être une thématique dont l'appropriation est de plus en plus importante dans les discours politiques et s'exprime ainsi dans la stratégie régionale. Au-delà de la simple affirmation d'une identité régionale, c'est véritablement

---

<sup>38</sup> « Une Euro-région est une structure administrative de coopération transnationale entre deux ou plusieurs territoires de différents États européens ». Wikipédia, consulté le 9 mai 2010

un processus de développement basé sur les forces du territoire qui est en jeu. Cette thématique s'exprime directement via les orientations énoncées dans les SRADDT : « *S'appuyer sur les spécificités des territoires pour construire l'excellence régionale* » pour l'Aquitaine ou « *Investir pleinement sur les domaines d'excellence et de compétitivité régionale* » pour le Nord Pas-de-Calais.

Les spécificités font en fait référence ici aux activités économiques déjà présentes et performantes sur le territoire. Les principes d'action énoncés pour favoriser, consolider et développer ce tissu économique prévoient l'amélioration des circuits d'approvisionnement et de distribution ainsi que de la complémentarité entre les activités. En revanche favoriser l'émergence de nouvelles activités basées sur l'exploitation de ressources ou savoirs faire locaux n'est pas identifiée comme un des leviers principaux pour répondre à cette thématique et la priorité reste clairement donnée au soutien des filières établies.

L'analyse des thématiques principales des SRADDT Aquitain, Haut-Normand et du Nord Pas-de-Calais confirme donc l'émergence d'un profil de développement durable commun. En effet, les trois Régions identifient globalement, non seulement les mêmes objectifs majeurs de développement durable à atteindre, les mêmes thématiques principales qui y correspondent mais également les mêmes principes d'action pour y contribuer.

On voit à travers ces trois grandes thématiques, l'influence des politiques communautaires, notamment au travers des objectifs de cohésion sociale et territoriale qui font référence aux objectifs du SDEC<sup>39</sup>. Cette volonté d'intégrer les principes de l'Union Européenne (dans le but de pouvoir bénéficier des financements européens entre autres) explique sans doute en partie la similarité entre les documents de régions à priori assez différentes.

### **Synthèse**

Tant au niveau des dimensions ou interfaces qu'à celui des objectifs de développement durable mis en avant, l'analyse des SRADDT des régions Aquitaine, Haute Normandie et nord Pas-de-Calais tend à montrer l'existence d'un profil de durabilité commun. Ce profil se caractérise par une dominance du pôle socio-économique (constitué des dimensions économique et sociale et de leur interface équitable) ainsi que par une intégration de la dimension environnementale assez déconnectée des autres piliers du développement durable et spécialement de la dimension économique.

Trois thématiques dominantes ressortent des stratégies des trois régions étudiées : l'affirmation de la région comme pôle d'influence européenne voire internationale, la lutte contre les disparités infrarégionales et la mise en valeur des spécificités régionales. Pour répondre à ces enjeux, l'accessibilité (à la fois du territoire et aux services) et la vitalité économique sont les deux leviers principaux identifiés.

<sup>39</sup> Schéma de Développement de l'Espace Communautaire

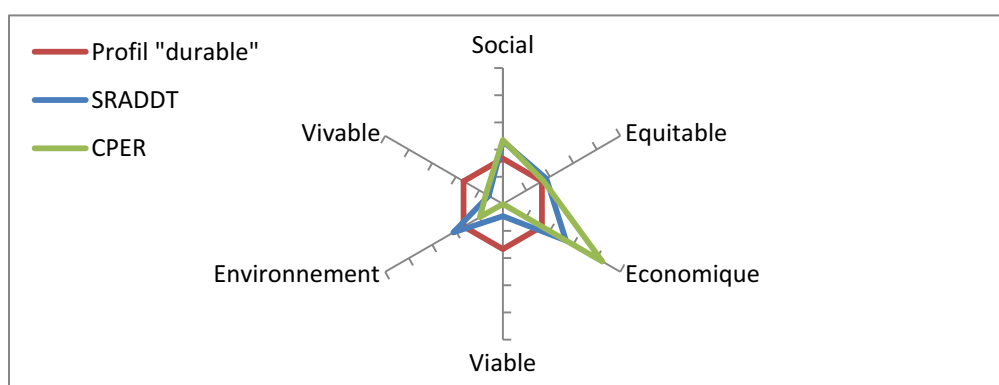
## 2. La contractualisation : quelle mise en œuvre des stratégies régionales ?

La problématique de ce travail de recherche amenait à se demander dans quelle mesure la vision du développement durable mise en place dans la stratégie régionale était conservée ou déformée lors de la contractualisation avec l'Etat. Après avoir établi les grandes lignes des stratégies régionales en matière de développement durable dans la partie précédente, il va maintenant être établi la comparaison entre le SRADDT et un de ses outils de mise en œuvre, le CPER.

### 21. Le décalage des profils de développement durable

Dans un premier temps, les profils de développement durable des SRADDT et des CPER vont être superposés afin de mesurer leur adéquation.

#### Le cas aquitain



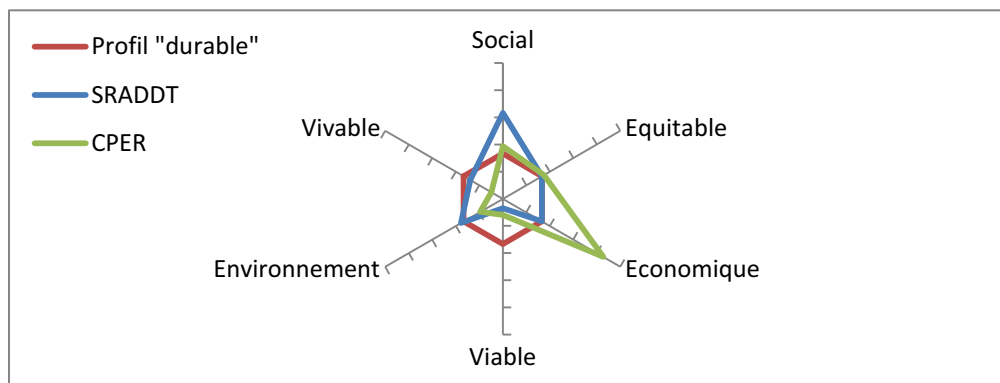
**Figure 11: Profils de développement durable du SRADDT et du CPER de la région Aquitaine.**

*Réalisation : B. de Bodin de Saint Laurent*

Dimension	SRADDT	CPER
Social	23,66	23,55
Equitable	19,35	17,2
Economique	24,73	42,42
Viable	4,66	0
Environnement	21,51	9,68
Vivable	6,09	7,15

**Tableau 13 : Comparaison de la répartition des orientations du SRADDT et projet du CPER en fonction des dimensions ou interfaces du développement durable pour l'Aquitaine**

La prédominance de la dimension économique apparaît immédiatement dans le profil de développement durable du CPER. En effet son importance relative est quasiment le double de celle exprimée par le SRADDT. En revanche, les degrés d'intégration relatifs des autres dimensions ou interfaces sont conservés, en dehors de l'environnement qui subit les conséquences du regain d'importance donnée à l'économie.



**Figure 12: Profils de développement durable du SRADDT et du CPER de la région Haute Normandie.**

*Réalisation : B. de Bodin de Saint Laurent*

Dimension	SRADDT HN	CPER HN
Social	31,61	19,41
Equitable	16,67	17,47
Economique	16,67	42,74
Viable	3,45	5,98
Environnement	17,82	9,55
Vivable	13,79	4,84

**Tableau 14 : Comparaison de la répartition des orientations du SRADDT et projet du CPER en fonction des dimensions ou interfaces du développement durable pour la Haute-Normandie**

On remarque ici aussi une importance relative de la dimension économique bien supérieure dans le CPER que dans le SRADDT à l'inverse de la dimension sociale. L'interface équitable est conservée, ce qui n'est pas le cas de la viable ou de la vivable dont la prise en compte est bien moindre lors de la contractualisation.

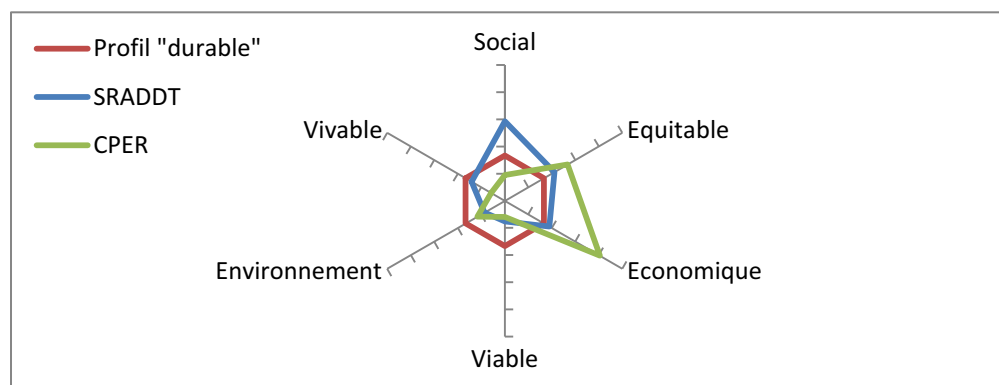


Figure 13: Profils de développement durable du SRADDT et du CPER de la région Nord Pas-de-Calais.

Réalisation : B. de Bodin de Saint Laurent

Dimension	SRADDT	CPER
Social	29,35	9,51
Equitable	21,2	26,71
Economique	19,02	40,48
Viable	7,61	5,9
Environnement	8,7	11,63
Vivable	14,13	5,78

Comme dans les deux cas précédents, la prédominance de l'économie dans le CPER se vérifie ici. C'est essentiellement la dimension sociale qui est lésée lors de la contractualisation.

Tableau 15 : Comparaison de la répartition des orientations du SRADDT et projet du CPER en fonction des dimensions ou interfaces du développement durable pour le Nord Pas-de-Calais

Les conclusions tirées de cette comparaison mettent plusieurs points en lumière : un décalage dans la manière de traiter la dimension économique ou du moins concernant son importance relative (c'est-à-dire vis-à-vis des autres dimensions ou interfaces) mais également une similitude dans l'approche de la place de l'environnement. De plus, on note que la similarité entre les profils des CPER, ce qui semble indiquer comme pour les SRADDT l'existence d'un profil commun.

#### a) Un décalage dans le traitement de la dimension économique

L'étude des CPER montre que le développement économique reste leur priorité puisque près de la moitié des crédits sont consacrés à cette dimension. Le total du groupement socio-économique augmente dans les CPER (79,8% en moyenne, soit plus des trois quart des crédits des CPER) et la prédominance est clairement donnée à l'aspect économique. De plus, une analyse de l'interface équitable pour les trois régions montre que l'objectif prédominant au sein de cette dernière est l'accessibilité (3.1) et spécifiquement la circulation des biens et des personnes et non pas le partage des richesses ou l'équité intergénérationnelle (respectivement 3.3 et 3.2). Ceci appuie le fait que le développement économique n'est plus au service de l'augmentation du bien-être

humain mais semble exister comme but en soi à l'inverse de la vision soutenue dans les stratégies régionales<sup>40</sup>.

En analysant le niveau des objectifs de développement durable, on s'aperçoit que, dans le cas des SRADDT comme des CPER, la priorité est donnée au soutien des filières économiques déjà ancrées sur le territoire. La création de nouvelles activités, qui exploiteraient les ressources locales n'est encore que peu développée (prédominance du critère 4.2, dynamisme économique sur le 4.1, cohérence économique).

#### b) Une similitude trompeuse dans la prise en compte des aspects environnementaux

Si la prise en compte de l'environnement est d'une manière générale plus faible dans les CPER que dans les SRADDT, on remarque tout de même des similitudes dans l'approche qui en est faite. En effet, on note une intégration relative très limitée des interfaces vivable et viable. Cette dernière est particulièrement peu prise en compte (avec un score inférieur à 6 points).

Ce constat est cependant à nuancer avec l'analyse des thématiques abordées, qui sont légèrement différentes d'un document à l'autre. En effet, si la maîtrise de l'énergie et la protection de la biodiversité arrivent en tête des préoccupations environnementales des stratégies régionales, c'est la protection de la biodiversité qui est mise en avant dans les CPER Aquitain et Haut-Normand (respectivement 51,59 et 91,89% de la dimension environnementale) et l'augmentation de la connaissance écologique pour le Nord Pas-de-Calais (41,15%). De même, dans l'interface vivable, les objectifs les plus mobilisés par les CPER ne correspondent pour aucune des trois régions à ceux mis en avant par les SRADDT.

La place du pôle environnement (composé de la dimension environnementale et de ses deux interfaces, viable et vivable) est donc globalement conservée alors que les thématiques abordées ne sont plus les mêmes. On voit donc un nouveau signe de décalage entre la vision de la durabilité portée par la stratégie régionale et celle mise en œuvre effective dans les CPER.

#### c) L'interface viable, un manque de considération récurrent.

L'une des constantes fortes entre les profils de développement durable des SRADDT et des CPER est l'importance relative très faible de l'interface viable avec un degré d'intégration relatif maximum de 7,61% pour la région Nord Pas-de-Calais. Si ce fait peut être interprété comme un respect de la vision de la durabilité des stratégies régionales lors de leur mise en œuvre grâce au SRADDT, il témoigne également du peu de prise en compte des conséquences environnementales du développement des activités économiques. Les coûts externes ne sont donc pas encore réellement pris en compte alors que la question est de plus en plus présente. L'Etat aurait pu via les CPER apporté des corrections à ce manque de la part des Régions pourtant il n'en est rien.

---

<sup>40</sup> Voir 2<sup>ème</sup> partie, 1.11



Tant au niveau des dimensions ou interfaces mises en avant qu'à celui des objectifs de développement durables mobilisés, la comparaison des profils de développement durable semble révéler de fortes différences entre le cadre de référence (SRADDT) et son outil de mise en œuvre (CPER). L'analyse de la vision de la durabilité portée par les contrats de projet va permettre d'apporter des éléments supplémentaires concernant cette dissemblance.

## 22. Le CPER comme outil de mise œuvre du développement économique.

### a) Les thématiques fortes des CPER

De même qu'il en a été fait pour les SRADDT, les thématiques principales des CPER vont être étudiées ici.

CPER Aquitaine	CPER Haute-Normandie	CPER Aquitaine
Dynamique économique (31,91%)	Dynamique économique (41,04%)	Dynamique économique (39,83%)
Accessibilité (17,21 %)	Accessibilité (15,71%)	Accessibilité (20,51%)
Solidarité (14,59%)	Identité culturelle (10,88%)	Solidarité (6,06%)
Cohérence économique (10,5%)	Biodiversité (8,78 %)	Anticipation des mutations économiques (5,9%)
Cadre de vie (6,12%)	Solidarité (8,53%)	Adaptabilité (5,9 %)

Tableau 16 : Les 5 objectifs majeurs des CPER par Région.

Le premier élément qui ressort de l'analyse des thématiques des CPER est la confirmation de l'écrasante dominance du dynamisme économique (près de 40% des crédits) sur les autres objectifs de développement durable. On voit de plus que c'est le soutien des filières déjà existantes qui est favorisé aussi dans la dimension économique des CPER (puisque c'est le critère cohérence économique qui inclut la création de nouvelles activités économiques et qu'il ne représente qu'au grand maximum un tiers du degré d'intégration relatif de la dimension économique).

Les trois objectifs, dynamique économique, accessibilité et solidarité semblent être les trois axes directeurs d'un profil de développement durable commun des CPER puisqu'ils se retrouvent, dans des proportions semblables et importantes dans les trois régions. Grâce à l'identification de ces objectifs majeurs, on voit que le contrat vise essentiellement à favoriser le développement économique.

### b) SRADDT et CPER : une concordance des moyens d'actions

L'analyse des projets des CPER révèle deux thématiques dominantes par l'importance des crédits qui leur sont attribués : le développement des infrastructures de transport de voyageurs ou de fret et le renforcement des pôles de compétitivité (ce qui explique

l'importance des objectifs d'accessibilité et de dynamique économique). On remarque alors que ces deux thématiques sont précisément celles évoquées comme moyens d'action par les stratégies régionales. Au-delà des différences qui ressortent de prime abord entre les profils de développement durable des SRADDT et des CPER, il apparaît donc des ressemblances dans les thématiques principales que ces deux documents abordent. En effet, l'accessibilité et la vitalité économique sont à la fois au cœur des projets des CPER et identifiés comme leviers d'action pour mettre en œuvre les orientations des SRADDT. Le CPER se voit donc en mesure de mettre en œuvre certaines des orientations de la stratégie régionale.

Les CPER constitueraient donc des outils pouvant contribuer à la mise en application des aspects essentiellement économiques et liés au développement de l'accessibilité des SRADDT puisqu'il existe une convergence entre ces thématiques dans les deux documents. Si les thématiques abordées peuvent être proches, c'est la disproportion des moyens qui leur sont attribués qui créent des décalages entre les profils de développement durable des deux documents.

Les projets portés par les CPER permettent donc de réaliser une partie de la stratégie régionale mais ce contrat avec l'Etat ne saurait être l'outil unique de la mise en œuvre de ces stratégies.

### **Synthèse**

L'analyse comparée des profils de développement durable des CPER et des SRADDT révèle une structure différente pour chacun des deux documents. Cette différence s'exprime notamment dans la disproportion de la dimension économique par rapport aux autres piliers d'une démarche durable. Si des différences apparaissent, on trouve également des constantes dans les objectifs majeurs retenus : l'accessibilité et le dynamisme économique.

Face aux similitudes de ces deux thématiques, le CPER apparaît donc comme un outil de mise en œuvre de la partie développement économique de la stratégie régionale. Le contrat de projet peut également contribuer à d'autres objectifs mais dans une mesure bien moindre et qui ne correspond pas à l'importance qui leur était donnée dans le SRADDT.

### 3. Une mise en œuvre partielle des principes du développement durable

---

Au-delà des différences entre les orientations des SRADDT et leur mise en œuvre grâce aux CPER, c'est l'appropriation même du concept de développement durable qui peut être questionnée à la lumière de ces résultats. En effet, on remarque différents éléments qui mettent en lumière des décalages entre les grands principes du développement durable et leur traduction dans les SRADDT et CPER.

Si la transversalité fait l'objet de réels efforts de la part de l'Etat et des Régions comme il l'a été montré dans les parties précédentes, l'équité entre les différentes dimensions et interfaces n'est pas encore respectée. Ce phénomène est mis en lumière par le décalage entre les profils des SRADDT et des CPER et le profil défini comme « durable ». Le principe d'égalité entre les différents piliers est pourtant l'un des aspects les plus importants du concept de développement durable puisqu'il constitue le principal changement avec le modèle qui faisait de la croissance l'unique moteur de développement. La mise en œuvre du développement durable est donc encore soumise à des difficultés de transcription de grands principes théoriques en actions qui permettent leur concrétisation mesurable.

Une deuxième conclusion sur ce thème serait que l'Etat ne joue pas encore un rôle « d'arbitre » dans la mise en application des principes de développement durable. En effet, le contrat de projets peut être l'occasion pour l'Etat de corriger ou de guider les Régions vers une meilleure appropriation du concept, notamment à travers son exemplarité (c'est-à-dire ici, en créant des documents avec un profil durable, qui serviraient de référence). Or, non seulement le CPER ne présente pas un tel profil mais il ne compense pas non plus les lacunes des stratégies régionales, spécialement le manque de considération pour les liens entre l'environnement et les autres dimensions.

#### **Synthèse**

Au-delà des conclusions sur la mise en œuvre des stratégies régionales grâce au CPER, on s'aperçoit également que le concept de développement durable est en fait victime des difficultés de la concrétisation de ses grands principes, spécialement de la prise en compte égalitaire des différents piliers.

# Conclusion

---

L'objectif de ce PFE était de définir dans quelle mesure les Contrats de Projet Etat-Région pouvaient mettre en œuvre les orientations stratégiques des Régions en matière de développement durable. Pour cela, il a été établi un modèle d'analyse, basé sur vingt et un objectifs de développement durable, dont l'intégration les uns par rapport aux autres serait évaluée. Ce modèle a ensuite été appliqué à trois Régions, l'Aquitaine, la Haute-Normandie et le Nord Pas-de-Calais.

La première conclusion de cette étude montre l'existence d'un profil de développement durable qui serait commun aux trois régions étudiées. Ce profil est le témoin de la façon dont les Régions se sont appropriées le concept de développement durable. Il se caractérise par une dominance du pôle socio-économique avec la volonté de placer l'Homme au centre du développement du territoire. L'environnement est aussi pris en compte mais de façon assez isolée avec peu de liaisons clairement identifiées entre cette dimension et les autres piliers du développement durable (interfaces viable et vivable peu intégrées).

Suite à cette analyse, il ressort également que le CPER est essentiellement mobilisé pour les aspects de renforcement de la vitalité économique d'un territoire et pour l'amélioration des infrastructures de transport. C'est aussi un outil qui permet la réalisation de projets autres, relevant notamment des dimensions sociales ou environnementales du développement durable mais dans une proportion bien moindre. La comparaison entre les orientations des SRADDT et les projets des CPER montre ainsi une grande concordance entre les deux documents sur les thématiques fortes des CPER évoquées juste avant mais une faible cohérence en revanche sur les autres thématiques (environnementales et sociales). Face au constat de ces dissemblances, tant au niveau des dimensions et interfaces, qu'à celui des objectifs de développement durables étudiés et même des grandes thématiques, il apparaît que le CPER ne peut être l'outil unique de mise en œuvre des stratégies régionales. En effet, les liens entre les deux documents s'expriment principalement sur deux axes qui sont le développement de l'accessibilité du territoire et le dynamisme économique. L'hypothèse selon laquelle le CPER est un outil de mise en œuvre partielle des orientations stratégiques de la Région en matière de développement durable se voit donc validée.

Même si la notion de long terme est globalement bien admise et acceptée, sa traduction en orientations ou en projets reste encore relativement discrète, de même que la prise en compte de coûts externes (comme le montre le peu d'intégration de l'interface viable à la fois dans les SRADDT et dans les CPER). Bien que de plus en plus présent dans les discours politiques, le concept de développement durable n'a donc pas encore fait l'objet d'une appropriation totale de la part des pouvoirs publics, ou du moins, sa mise en pratique n'est pas encore totalement fidèle aux principes prônés.

Une autre série de conclusions peut être retirée de cette étude quant à la méthode utilisée. En effet, l'élaboration de ce référentiel d'évaluation, approprié pour les SRADDT et les CPER a constitué une partie très importante de ce travail et l'application aux trois cas d'études a permis d'en mesurer à la fois la pertinence et les limites.

Les adaptations faites à partir des critères de la grille RST<sub>02</sub> ont trouvé un écho à la fois dans les SRADDT et dans les CPER. Les vingt et un objectifs retenus permettent ainsi de couvrir l'ensemble des champs du développement durable avec une bonne prise en compte de la transversalité.

Le degré d'intégration relatif se révèle être adapté à la comparaison entre deux programmes. En effet, il est suffisant pour effectuer la comparaison et permet de bien rendre compte de la mise en avant d'éléments par rapport à d'autres. Cependant l'information reste partielle. L'utilisation de cette méthode simplifie l'évaluation mais ne permet pas de définir si un programme peut être qualifié de durable ou pas, contrairement à des méthodes du type RST<sub>02</sub>. Elle est donc restreinte à certains cas dont la comparaison. De plus, si elle permet de limiter l'expression de la subjectivité, elle n'élimine pas totalement cet aspect, notamment avec le système de pondération qui reste dépendant de la vision de l'utilisateur.

Ces conclusions sont toutefois à nuancer au vu du faible nombre de cas étudiés ici. Il faudrait donc poursuivre l'étude sur l'ensemble des régions françaises avant de pouvoir les généraliser.

# Bibliographie

---

- Développement Durable

BRODHAG C.-Glossaire pour le développement durable-62p, 2001

CERTU- Glossaire des concepts liés au développement durable-29 p, 2001

GONZALVEZ de FREITAS K.- L'évolution de la politique Brésilienne d'aide technique et de vulgarisation agricole (PNATER) vers le référentiel agro écologique- (chapitre III : le développement selon le paradigme de la durabilité)  
Thèse : Aménagement de l'espace et urbanisme-Université de Tours : EPU-DA, 2008

SEBASTIEN L. et BRODHAG C.- A la recherche de la dimension sociale du développement durable, *Développement durable et territoires* [En ligne], Dossier 3 : Les dimensions humaine et sociale du Développement Durable, mis en ligne le 01 mars 2004, Consulté le 11 mai 2010 URL : <http://developpementdurable.revues.org/index1133.html>

SACHS I. - L'écodéveloppement : stratégies de transition vers le XXIème siècle- Paris : Syros-120 p.-(Alternatives économiques)

ROCHMAN J.- Analyse critique de l'application des principes du développement territorial durable dans les zones rurales marginalisées du Brésil-  
Thèse : Aménagement de l'espace et urbanisme-Université de Tours : EPU-DA, 2008

- Evaluation

ASARI S., CELLE B., CHOJNACKI A., (al)- Comment évaluer la durabilité d'un projet urbain-163p.- Projet de Fin d'Etudes de 5<sup>ème</sup> année de génie de l'aménagement : EPU-DA, 2008

BOUDAUD A.-L'évaluation du développement durable, du global au local : penser le changement ou changer le pansement ?, Analyse et réflexion à partir des outils d'évaluation des collectivités locales en France- 2005 URL : [http://www.cerdd.org/IMG/pdf/Evaluation\\_du\\_developpement\\_durable.pdf](http://www.cerdd.org/IMG/pdf/Evaluation_du_developpement_durable.pdf)

CERTU-Prendre en compte le développement durable dans un projet : guide d'utilisation de la grille RST<sub>02</sub> -Paris : Jouve- 66p.-(Références), 2006

IFEN- Propositions d'indicateurs de développement durable pour la France- 109p.-(études et travaux n°35), 2001

PLOTTU E., - Evaluation et développement durable : Retour d'expérience de la pratique de l'évaluation à l'ADEME, *Développement durable et territoires* [En ligne]- Points de vue, mis en ligne le 08 janvier 2007, Consulté le 11 mai 2010. URL : <http://developpementdurable.revues.org/index3115.html>

- SRADDT et CPER

BONNEFOY S., BRETONNIER S., CHENAT A., MARTIN P., de PONTBRIAND I.- Test d'une méthode d'évaluation de développement durable, adaptation de la grille RST<sub>01</sub> aux effets du prêt à taux zéro sur trois bassins d'habitat des franges franciliennes de la région Centre- 207p.- Rapport de stage : génie de l'aménagement-Université de Tours : CESA, 2003

CARRIERE J.P.- « Bilan et évaluation des Schémas Régionaux d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire en tant que documents de planification stratégique »- juillet 2009.

ZHENG K. - Bilan et évaluation de SRADT et des SRDE en tant que documents de planification stratégique- 78p. - Projet de Fin d'Etudes de 5<sup>ème</sup> année de génie de l'aménagement : Université de Tours : EPU-DA, 2009

Objectif 2020 (SRADT de la Région Nord Pas-de-Calais)

Horizon 2015 (SRADT de la Région Haute-Normandie)

Aquitaine horizon 2020 (SRADDT de la Région Aquitaine)

CPER 2007-2013 Aquitaine

CPER 2007-2013 Haute-Normandie

CPER 2007-2013 Nord Pas-de-Calais

(Les CPER sont consultables sur internet à l'adresse suivante, URL : [http://www.datar.gouv.fr/fr\\_1/amenagement\\_du\\_territoire\\_655/contrats\\_etat\\_regions\\_173/contrats\\_2007\\_2013\\_1488.html](http://www.datar.gouv.fr/fr_1/amenagement_du_territoire_655/contrats_etat_regions_173/contrats_2007_2013_1488.html))

- Sites internet :

Site de la Délégation Interministérielle à l'Aménagement du Territoire et à l'Attractivité Régionale (DATAR) : [www.datar.gouv.fr](http://www.datar.gouv.fr)

Site du Ministère de l'écologie, de l'Energie, du Développement Durable et de la Mer : [www.developpement-durable.gouv.fr](http://www.developpement-durable.gouv.fr)

Site Les outils de l'aménagement : [www.outil2amenagement.certu.developpement-durable.gouv.fr](http://www.outil2amenagement.certu.developpement-durable.gouv.fr)

Site Développement durable et territoires : [www.developpementdurable.revues.org](http://www.developpementdurable.revues.org)

Site de la région Aquitaine : [www.aquitaine.fr](http://www.aquitaine.fr)

Site de la région Haute-Normandie : [www.hautenormandie.fr](http://www.hautenormandie.fr)

Site de la région Nord Pas-de-Calais : [www.nordpasdecals.fr](http://www.nordpasdecals.fr)

# Tables des figures

---

Figure 1 : Profil de développement durable .....	27
Figure 2 : Répartition des orientations du SRADDT de la région Aquitaine par dimension ou interface du développement durable. ....	29
Figure 3 : Répartition des orientations du SRADDT de la région Haute Normandie par dimension ou interface du développement durable. ....	31
Figure 4 : Répartition des orientations du SRADDT de la région Nord Pas-de-Calais par dimension ou interface du développement durable. ....	33
Figure 5 : Répartition des financements du CPER de la région Aquitaine par dimension et interface du développement durable.....	34
Figure 6 : Répartition des financements du CPER de la région Haute Normandie par dimension et interface du développement durable .....	35
Figure 7 : Répartition des financements du CPER de la région Nord Pas-de-Calais par dimension et interface du développement durable .....	36
Figure 8 : Profil de développement durable de la région Aquitaine .....	39
Figure 9 : Profil de développement durable de la région Haute Normandie .....	40
Figure 10 : Profil de développement durable de la région Nord Pas-de-Calais .....	40
Figure 11: Profils de développement durable du SRADDT et du CPER de la région Aquitaine. ....	44
Figure 12: Profils de développement durable du SRADDT et du CPER de la région Haute Normandie. ....	45
Figure 13: Profils de développement durable du SRADDT et du CPER de la région Nord Pas-de-Calais. ....	46



# Table des tableaux

---

Tableau 1 : Date d'adoption d'un SRADDT par Région .....	8
Tableau 2 : Récapitulatif des 21 objectifs de développement durables qui seront utilisés. .....	24
Tableau 3 : Structure commune des SRADDT étudiés .....	25
Tableau 4 : Matrice type d'évaluation d'une orientation ou d'un projet.....	25
Tableau 5 : Répartition des fonds du grand projet n°8 (en M€) <i>Source : CPER Aquitaine</i> .....	26
Tableau 6 : Analyse des objectifs de développement durable par orientation du SRADDT Aquitain.....	28
Tableau 7 : Analyse des objectifs de développement durable par orientation du SRADDT Haut-Normand.....	30
Tableau 8 : Analyse des objectifs de développement durable par orientation du SRADDT de la région Nord Pas-de-Calais.....	32
Tableau 9 : Analyse des objectifs de développement durable par projet du CPER de la région Aquitaine.....	34
Tableau 10 : Analyse des objectifs de développement durable par projet du CPER de la région Haute-Normandie.....	35
Tableau 11 : Analyse des objectifs de développement durable par projet du CPER de la région Nord Pas-de-Calais.....	36
Tableau 12 : Les cinq objectifs les plus mis en avant dans les SRADDT par Région ....	41
Tableau 13 : Comparaison de la répartition des orientations du SRADDT et projet du CPER en fonction des dimensions ou interfaces du développement durable pour l'Aquitaine.....	44
Tableau 14 : Comparaison de la répartition des orientations du SRADDT et projet du CPER en fonction des dimensions ou interfaces du développement durable pour la Haute-Normandie .....	45
Tableau 15 : Comparaison de la répartition des orientations du SRADDT et projet du CPER en fonction des dimensions ou interfaces du développement durable pour le Nord Pas-de-Calais.....	46
Tableau 16 : Les 5 objectifs majeurs des CPER par Région.....	48

# Table des matières

---

Avertissement .....	2
Formation par la recherche et projet de fin d'études .....	3
Remerciements .....	4
Sommaire .....	5
Introduction .....	6
1 <sup>ère</sup> partie : Elaboration d'un référentiel d'évaluation adapté .....	11
1. Développement durable et évaluation .....	12
11. De la complexité d'évaluer le développement durable.....	12
a) Quelques éléments sur l'évaluation des politiques publiques .....	12
b) Obstacles aux démarches d'évaluation de développement durable.....	13
12. Quelques éléments indispensables à la démarche d'évaluation de développement durable.....	14
a) La prise en compte de la transversalité.....	14
b) La limitation de la subjectivité .....	14
c) La possibilité de comparaison .....	15
2. Adaptation au contexte des stratégies régionales : éléments de méthode .....	17
21. Quels objectifs de développement durable retenus ?.....	17
a) Dimension sociale .....	17
b) Interface équitable .....	18
c) Dimension économique .....	20
d) Interface viable .....	21
e) Dimension environnementale.....	21
f) Interface vivable .....	23
g) L'exception de la gouvernance.....	23
h) Récapitulatif des objectifs .....	24
22. Principes généraux.....	25
a) Définition des éléments étudiés.....	25
b) Le degré d'intégration relatif, un outil de comparaison .....	25
c) Représentation .....	27
23. Résultats .....	27
a) Le SRADDT Aquitain.....	28
b) Le SRADDT Haut-Normand.....	30
c) Le SRADDT de la région Nord Pas-de-Calais.....	32
d) Le CPER Aquitain.....	34

e) Le CPER Haut-Normand.....	35
f) Le CPER de la région Nord Pas-de-Calais.....	36
2 <sup>de</sup> partie : Mise en œuvre des stratégies régionales en matière de développement durable.....	38
1. Le SRADDT ou l’affichage d’un développement socio-centré. ....	39
11. Mise en évidence d’un profil de développement durable commun .....	39
12. Les grandes thématiques évoquées.....	41
a) L’affirmation de la Région dans le contexte européen et international .....	42
b) La volonté de surmonter les disparités infra-territoriales .....	42
c) La mise en valeur des spécificités territoriales .....	42
2. La contractualisation : quelle mise en œuvre des stratégies régionales ?.....	44
21. Le décalage des profils de développement durable .....	44
a) Un décalage dans le traitement de la dimension économique .....	46
b) Une similitude trompeuse dans la prise en compte des aspects environnementaux .....	47
c) L’interface viable, un manque de considération récurrent.....	47
22. Le CPER comme outil de mise œuvre du développement économique.....	48
a) Les thématiques fortes des CPER.....	48
b) SRADDT et CPER : une concordance des moyens d’actions.....	48
3. Une mise en œuvre partielle des principes du développement durable.....	50
Conclusion.....	51
Bibliographie .....	53
Tables des figures.....	55
Table des tableaux.....	56
Table des matières.....	57
Annexes.....	59



# Annexes

---

A. Portée juridique des SRADDT .....	II
B. Tableaux de résultats par région .....	III

## A. Portée juridique des SRADDT

Extrait du site « les outils de l'aménagement »

URL : [http://www.outil2amenagement.certu.developpement-durable.gouv.fr/article.php3?id\\_article=317](http://www.outil2amenagement.certu.developpement-durable.gouv.fr/article.php3?id_article=317)

« Dépourvu de tout caractère contraignant, le SRADT constitue un document indicatif qui ne s'inscrit pas dans la hiérarchie des normes. Il en résulte que le SRADT n'est opposable ni aux personnes publiques, ni aux personnes privées. En conséquence, les documents locaux d'urbanisme, tels que le SCOT ou le PLU, ne s'articulent pas avec le SRADT, dont les éléments n'ont pas être transcrits ou même pris en compte. L'analyse des débats parlementaires est à ce titre éclairant puisque l'amendement qui prévoyait de rendre les prescriptions du SRADT opposables aux documents d'urbanisme a été explicitement rejeté par l'Assemblée Nationale. Il en résulte également que le juge administratif reste étranger au schéma régional, n'exerçant aucun contrôle juridictionnel sur ses tenants ou aboutissants immédiats. Cette absence d'opposabilité, notamment justifiée par la nature générale et prospective du schéma, constitue, de l'aveu des régions elles-mêmes, l'une des insuffisances majeures du dispositif. Cette portée strictement indicative est d'autant plus critiquable que des documents assimilés au SRADT et mis en œuvre dans certaines régions, comme le SDRIF, le PADD, ou les schémas d'aménagement régional (SAR) en outre-mer, ont valeur de directive territoriale d'aménagement (DTA) et jouissent par conséquent d'une portée normative réelle.

À défaut d'une application directe, il est toutefois probable que les prescriptions les plus précises du SRADT - qui constitue un document de planification au sens de l'article R 121-3 du code de l'urbanisme - puissent trouver une portée plus contraignante, par le truchement de la procédure de projet d'intérêt général (PIG) qui, par nature, s'impose aux documents d'urbanisme.

En outre, le SRADT n'est pas dépourvu de tout intérêt opérationnel. Il constitue un cadre indicatif de référence, situé très en amont des actions publiques en général et de l'action régionale en particulier. Le SRADT a vocation à donner un sens à l'action publique et peut par ailleurs recommander la mise en place d'instruments locaux d'aménagement ou de protection de l'environnement. À ce titre, le schéma peut préconiser l'adoption d'une directive territoriale d'aménagement, d'un schéma directeur, d'un parc naturel régional ou d'un schéma de mise en valeur de la mer.

La question de l'articulation du SRADT avec les autres documents d'aménagement est quant à elle mal définie. L'article 34 de la loi du 7 janvier 1983 prévoit que le contenu du SRADT doit être compatible avec les schémas de services collectifs. Ces derniers, mis en place par la loi Voynet de 1999 en remplacement du SNADT, constituent le dispositif de planification de l'Etat, proposant une vision sectorielle et prospective des grandes orientations nationales en matière d'aménagement du territoire. Ainsi, le SRADT a vocation à organiser la synthèse et l'harmonisation de ces schémas sectoriels au niveau local et à en prévoir une mise en œuvre différenciée. Par l'obligation de compatibilité, bien connue en droit de l'urbanisme qu'il instaure, le législateur s'est assuré de la cohérence entre les deux premiers niveaux de planification. Toutefois, il est probable que cette obligation soit délicate à assurer au regard de la nature même de ces documents qui reposent pour l'essentiel sur des choix stratégiques. En revanche, il semble que l'articulation du SRADT avec les autres schémas locaux d'aménagement n'ait pas été clairement envisagée.

Si, aux termes de l'article 4251-1 al. 2 CGCT, la mise en œuvre du plan de région, et donc du SRADT, peut être envisagée directement ou par voie contractuelle, la technique privilégiée d'exécution reste certainement celle du contrat de plan Etat-Région (CPER). Rénové et rebaptisé « contrat de projet » en 2006, cet outil contractuel majeur - initialement mis en place par la loi n°82-653 du 29 juillet 1982, portant réforme de la planification - a vocation à assurer la traduction concrète des choix stratégiques assumés par le SRADT, sans leur conférer pour autant de valeur normative plus forte. Le législateur indique en effet que le contrat de projet « contribue à la mise en œuvre des orientations retenues par le schéma régional ». En pratique, les prescriptions du SRADT sont utilisées comme base de négociation durant les travaux préparatoires entre l'Etat et la région, afin d'en obtenir le cofinancement. Il convient de préciser qu'un suivi est par ailleurs assuré par la CRADT au moins une fois par an, afin de veiller à une mise en œuvre cohérente et attentive du SRADT. »

## B. Tableaux de résultats par région

Orientation	Social						Equitable				Economique			Viable			Environnemental				Vivable			
	2.1	2.2	2.3	2.4	3.1	3.2	3.3	3.4	4.1	4.2	5.1	5.2	5.3	6.1	6.2	6.3	6.4	7.1	7.2	7.3	7.4			
1				2,5	2,5					2,5							2,5				2,5			
2	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5		1,5	1																
3		2,5																						
4		2	2		2																			
5	2	2																						
6		1															1				1			
7									1,5															
8									2	2		2			2	2								
9					2				2															
10									2	2														
11							2			1,5														
12									2,5	2,5														
13		2,5					2,5			2,5														
14							1,5			1,5														
15		2			2				2	2						2		2						
16																								
17		2																						
18		1,5					1,5																	
19									2	2														
20											1,5	1,5			1,5	1,5								
21				2			2																	
22							2							2		2								
23													1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5						
24								1							1,5						1,5			
25															3		3							
26		3																						
27																								
28																								
Total 1	3,5	20	5,5	4	10	0	16	1	14	20,5	1,5	3,5	1,5	3,5	9,5	9	8	3,5	0	0	5			
Indimension	10,61%	60,61%	16,67%	12,12%	37,04%	0,00%	59,26%	3,70%	40,58%	59,42%	23,08%	53,85%	23,08%	11,67%	31,67%	30,00%	26,67%	41,18%	0,00%	0,00%	58,82%			
	2,51%	14,34%	3,94%	2,87%	7,17%	0,00%	11,47%	0,72%	10,04%	14,70%	1,08%	2,51%	1,08%	2,51%	6,81%	6,45%	5,73%	2,51%	0,00%	0,00%	3,58%			
Total 2	33						27				34,5			6,5			30				8,5			
Total Final	23,66%						19,35%				24,73%			4,66%			21,51%				6,09%			

Répartition des orientations du SRADDT Aquitain en fonction des objectifs de développement durable

Réalisation : B. de Bodin de Saint Laurent, 2010

	Social				Equitable				Economique			Viable			Environnemental				Vivable				
	2.1	2.2	2.3	2.4	3.1	3.2	3.3	3.4	4.1	4.2	5.1	5.2	5.3	6.1	6.2	6.3	6.4	7.1	7.2	7.3	7.4		
Priorité																							
1		3																					
2								3															
3										3													
4										3													
5							2,5		2,5														
6										3													
7									1	1			1		1	1							
8					1					1					1			1	1				
9													2		2	2							
10		2			2		2																
11		1		1	1											1			1				
12				3																			
13		1,5	1,5	1,5	1,5																		
14	1,5	1,5		1,5														1,5					
15		1,5		1,5													1,5	1,5					
16			2,5																2,5				
17			3																				
18															1	1	1		1	1			
19					1,5										1,5	1,5		1,5					
Total 1	1,5	10,5	7	8,5	7	0	4,5	3	3,5	11	0	0	3	0	6,5	6,5	2,5	5,5	5,5	1	0		
%dimension	5,45%	38,18%	25,45%	30,91%	48,28%	0,00%	31,03%	20,69%	24,14%	75,86%	0,00%	0,00%	100,00%	0,00%	41,94%	41,94%	16,13%	45,83%	45,83%	8,33%	0,00%		
% total	1,72%	12,07%	8,05%	9,77%	8,05%	0,00%	5,17%	3,45%	4,02%	12,64%	0,00%	0,00%	3,45%	0,00%	7,47%	7,47%	2,87%	6,32%	6,32%	1,15%	0,00%		
Total 2	27,5				14,5				14,5				3			15,5				12			
Total Final	31,61%				16,67%				16,67%				3,45%			17,82%				13,79%			

## Répartition des orientations du SRADDT Haut-Normand en fonction des objectifs de développement durable

Réalisation : B. de Bodin de Saint Laurent, 2010



Orientation	Social				Equitable				Economique			Viable			Environnemental				Vivable			
	2.1	2.2	2.3	2.4	3.1	3.2	3.3	3.4	4.1	4.2	5.1	5.2	5.3	6.1	6.2	6.3	6.4	7.1	7.2	7.3	7.4	
1		3																				
2								3														
3																				3		
4			2,5							2,5												
5		3																				
6																						
7					2,5					2,5												
8						1,5			1,5	1,5			1,5									
9					2,5				2,5	2,5												
10									2,5	2,5												
11			2,5				2,5															
12		1	1	1	1																1	
13		2			2		2			2												
14		1,5			1,5														1,5	1,5		
15													2			2			2			
16													2,5							2,5		
17					1								1		1	1	1					
18				1,5											1,5	1,5					1,5	
19	2,5			2,5																		
20		3																				
21																						
Total 1	2,5	13,5	6	5	10,5	0	6	3	4	13,5	0	0	7	0	2,5	4,5	1	0	3,5	7	2,5	
%dimension	9,26%	50,00%	22,22%	18,52%	53,85%	0,00%	30,77%	15,38%	22,86%	77,14%	0,00%	0,00%	100,00%	0,00%	31,25%	56,25%	12,50%	0,00%	26,92%	53,85%	19,23%	
% total	2,72%	14,67%	6,52%	5,43%	11,41%	0,00%	6,52%	3,26%	4,35%	14,67%	0,00%	0,00%	7,61%	0,00%	2,72%	4,89%	1,09%	0,00%	3,80%	7,61%	2,72%	
Total 2			27				19,5		17,5			7			8				13			
Total Final			29,35%				21,20%		19,02%			7,61%			8,70%				14,13%			

## Répartition des orientations du SRADDT de la région Nord Pas-de-Calais en fonction des objectifs de développement durable

Réalisation : B. de Bodin de Saint Laurent, 2010

Projet	Social				Equitable				Economique				Viable				Environnemental				Vivable			
	2.1	2.2	2.3	2.4	3.1	3.2	3.3	3.4	4.1	4.2	5.1	5.2	5.3	6.1	6.2	6.3	6.4	7.1	7.2	7.3	7.4			
1									61,66	61,66														
2									161,7	161,7														
3		136		136																				
4		43,53																						
5										83,158					7	50,16								
6					373,84					373,84														
7															47	50	45		14,35					
8			58,66																					
9		4,5							5	13				2,8		8,33		8						
10		133																			133			
Total 1	0	317,03	58,66	136	373,84	0	0	0	228,36	693,358	0	0	0	2,8	54	108,49	45	8	14,35	0	133			
%dimension	0,00%	61,96%	11,46%	26,58%	100,00%	0,00%	0,00%	0,00%	24,78%	75,22%	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	1,33%	25,68%	51,59%	21,40%	5,15%	9,24%	0,00%	85,61%			
% total	0,00%	14,59%	2,70%	6,26%	17,20%	0,00%	0,00%	0,00%	10,51%	31,91%	0,00%	0,00%	0,00%	0,13%	2,49%	4,99%	2,07%	0,37%	0,66%	0,00%	6,12%			
Total 2	511,69				373,84				921,718				0				210,29				155,35			
Total Final	23,55%				17,20%				42,42%				0,00%				9,68%				7,15%			

## Répartition des financements du CPER Aquitaine en fonction des objectifs de développement durable

Réalisation : B. de Bodin de Saint Laurent, 2010

	Social				Equitable				Economique		Viable				Environnemental				Vivable			
	2.1	2.2	2.3	2.4	3.1	3.2	3.3	3.4	4.1	4.2	5.1	5.2	5.3	6.1	6.2	6.3	6.4	7.1	7.2	7.3	7.4	
Projet																						
1		105,006																				
2								21,875			21,875											
3										24												
4										388,68												
5										40,29			40,29									
6									14,8	26,65												
7														5		56,87			39,4	20,6		
8															4,6	25,2						
9					194,58																	
10			134,795																			
11		0,63																				
12									6,275	28,736												
13													11,945			26,68						
Total 1.	0	105,636	134,795	0	194,58	0	0	21,875	21,075	508,356	21,875	0	52,235	5	4,6	108,75	0	0	39,4	20,6	0	
%dimension	0,00%	43,94%	56,06%	0,00%	89,89%	0,00%	0,00%	10,11%	3,98%	96,02%	29,52%	0,00%	70,48%	4,22%	3,89%	91,89%	0,00%	0,00%	65,67%	34,33%	0,00%	
% total	0,00%	8,53%	10,88%	0,00%	15,71%	0,00%	0,00%	1,77%	1,70%	41,04%	1,77%	0,00%	4,22%	0,40%	0,37%	8,78%	0,00%	0,00%	3,18%	1,66%	0,00%	
Total 2.		240,431				216,455			529,431			74,11			118,35				60			
Total Final			19,41%			17,47%			42,74%			5,98%			9,55%				4,84%			

## Répartition des financements du CPER Haut-Normand en fonction des objectifs de développement durable

Réalisation : B. de Bodin de Saint Laurent, 2010

Projet	Social				Equitable				Economique			Viable			Environnemental				Vivable			
	2.1	2.2	2.3	2.4	3.1	3.2	3.3	3.4	4.1	4.2	5.1	5.2	5.3	6.1	6.2	6.3	6.4	7.1	7.2	7.3	7.4	
1		0,7	10		26												13					
2		0,5		3,4						371									6			
3										220												
4					456,1				11,4	48												
5			65,5		20				6													
6		155												92								
7							5			153												
8							3			110,324												
9								157,418			157,42											
10														27,5	21		25		22,95			
11														8,173	72,173	8,173	38					
12																						
13																		120				
14		5,6																				
15					30,5					111												
16			10	3						23,8												
17					14,698					25,648					5,25				5,25			
Total 1	0	161,8	85,5	6,4	547,298	0	8	157,418	17,4	1062,772	157,42	0	0	127,673	98,423	8,173	76	120	34,2	0	0	
%dimension	0,00%	63,78%	33,70%	2,52%	76,79%	0,00%	1,12%	22,09%	1,61%	98,39%	100,00%	0,00%	0,00%	41,15%	31,72%	2,63%	24,49%	77,82%	22,18%	0,00%	0,00%	
% total	0,00%	6,06%	3,20%	0,24%	20,51%	0,00%	0,30%	5,90%	0,65%	39,83%	5,90%	0,00%	0,00%	4,78%	3,69%	0,31%	2,85%	4,50%	1,28%	0,00%	0,00%	
Total 2	253,7				712,716				1080,172			157,42			310,269				154,2			
Total Final	9,51%				26,71%				40,48%			5,90%			11,63%				5,78%			

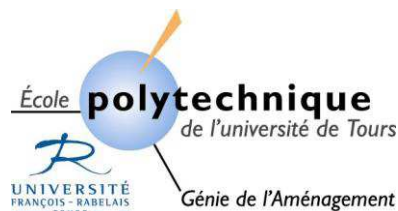
## Répartition des financements du CPER Haut-Normand en fonction des objectifs de développement durable

Réalisation : B. de Bodin de Saint Laurent, 2010



**CITERES**  
**UMR 6173**  
*Cités, Territoires,*  
*Environnement et Sociétés*

*Equipe IPA-PE*  
*Ingénierie du Projet*  
*d'Aménagement, Paysage,*  
*Environnement*



Département Aménagement  
35 allée Ferdinand de Lesseps  
BP 30553  
37205 TOURS cedex 3

**Directeur de recherche :**  
**M. Jean-Paul CARRIERE**

**de BODIN de SAINT LAURENT Benjamin**  
**PFE DA5**  
**2009-2010**

## **Résumé :**

Le développement durable est un concept qui fait maintenant consensus et dont l'appropriation est en cours par l'Etat et les Collectivités Territoriales. Ce principe d'action doit ainsi être appliqué à toutes les politiques publiques et notamment aux stratégies régionales. Pour beaucoup de Régions, cette stratégie est formalisée dans un Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire (SRADDT), document non obligatoire et non opposable. Afin de mettre en œuvre leur stratégie, ces Régions disposent de différents outils dont la contractualisation avec l'Etat (CPER). L'objectif de ce travail de recherche est de montrer dans quelle mesure ce contrat de projets permet l'application des orientations des stratégies régionales en matière de développement durable.

La réponse à cette problématique a nécessité un travail en deux parties. Dans un premier temps, il a fallu élaborer un référentiel commun d'évaluation de la prise en compte du développement durable pour les SRADDT et les CPER afin d'obtenir des résultats comparables pour les deux documents. Dans un second temps, ce modèle a été appliqué à trois régions, l'Aquitaine, la Haute-Normandie et le Nord Pas-de-Calais. La conclusion principale de cette étude révèle que les CPER ne sont que des outils de mise en œuvre partielle des stratégies régionales. En effet, ils permettent essentiellement l'application des aspects de développement économique et de développement des infrastructures de transport, ce qui ne correspond pas entièrement aux priorités affichées des SRADDT pour les régions étudiées.

**Mots clés :** Développement durable, Evaluation, Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire (SRADDT), Contrat de Projet Etat Région (CPER), Aquitaine, Haute-Normandie, Nord Pas-de-Calais